

100 jours du quinquennat 2021-2026

Eau potable
Le Bénin
surclasse
les ODD

Les béninois, toujours, sous le charme de Talon



Infrastructures et grands travaux
Métamorphose totale du Bénin

Diplomatie
La rationalisation pour
plus d'efficacité

Énergie au Bénin
Des engagements
conséquents pour des
améliorations sensibles

Gbahoungba implore l'onction
divine sur le Pdt Patrice Talon

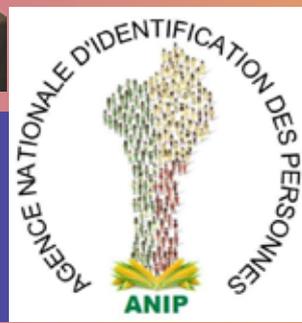


Le hautement social, en roues libres



Efficacité à la Doane Béninoise

Marcellin Laourou: une histoire
qui s'écrit en lettres d'or



Sommaire

4 BÉNIN Discours d'investiture de S.E.M. Patrice Talon, président de la république du Bénin le 23 mai 2021 à Porto-Novo

7 ÉNERGIE AU BÉNIN Des engagements conséquents pour des améliorations sensibles

11 ELECTRIFICATION RURALE L'Aberme comble toutes les attentes

16 IDENTIFICATION BIOMÉTRIQUE Pour des citoyens modernes et modèles

18 AGENCE NATIONALE D'IDENTIFICATION DES PERSONNES La touche Cyrille Gougbedji, grand pilote des réformes d'État-civil

24 ARCEP BENIN Une régulation qui sort désormais des sentiers battus

30 INFRASTRUCTURES ET GRANDS OUVRAGES Patrice Talon, comme un chef chantier

34 INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS Métamorphose totale du Bénin

38 RÉSILIENCE, COVID-19, ÉDUCATION Toujours des années scolaires et universitaires sans perturbation

42 LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ET POUR LA SÉCURITÉ La Police républicaine à l'avant-garde

46 AFFIRMATION DE LA LÉGALITÉ RÉPUBLICAINE, STABILITÉ DES INSTITUTIONS, RÉFORMES POLITIQUES Assainissement de la classe politique et clarification du paysage politique

50 SOUS LA LOUPE DU PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT WILFRIED HOUNGBÉDJI Le hautement social, en roues libres

51 DÉJÀ CENT JOURS DU QUINQUENNAT 2021-2026 GNAHOUNGBA implore l'onction divine sur le pdt Patrice Talon

52 COMPÉTENCES AU SERVICE DE L'ADMINISTRATION DOUANIÈRE Marcellin Laourou : une histoire qui s'écrit en lettres d'or

54 DIPLOMATIE BÉNINOISE La rationalisation pour plus d'efficacité

62 FOURNITURE ET ACCÈS À L'EAU POTABLE Le Bénin surclasse les ODD

65 PIPELINE EXPORT NIGER-BÉNIN L'accord du siècle

67 PROMOTION DU SPORT AU BÉNIN Le grand renouveau

70 PROJET MARINA-PORTE DU NON-RETOUR Pour booster le tourisme

71 CAPACITÉ DE RÉSILIENCE À LA FERMETURE DES FRONTIÈRES NIGÉRIANES Une belle leçon de résistance du Bénin au monde entier

Directeur général
Médéric François GOHOUNGO
(00229) 97 98 10 47/52 41 40 20
mgahoungo123.a@gmail.com

Directeur du développement
Alain Doris Vigan

Rédaction
Ahouevi Egnonam
Codjo APELETE
Ousmane Dine
Koffi Didi
Médéric François GOHOUNGO
Boniface AKPOLOU

Direction technique
ACTU MEDIAS PLUS

Montage
Arnaud ASSOGBA
DEC Communication

Direction Commerciale
ACTU MEDIAS PLUS

ACTUMAGAZINE **Arcep** **ATE**
REVUE DES BÉNINOISES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET DE LA POSTE

Magazine Panafricain d'informations générales, d'analyses et de publicités - ISSN: 1848-9113-Septembre 2021 - Numéro: 011 Prix: 17 000 FCFA

100 jours du quinquennat 2021-2026
Les béninois, toujours, sous le charme de Talon
Eau potable
Le Bénin surclasse les ODD

Infrastructures et grands travaux
Métamorphose totale du Bénin
Diplomatie
La rationalisation pour plus d'efficacité
Énergie au Bénin
Des engagements conséquents pour des améliorations sensibles

Gnahoungba implore l'onction divine sur le Pdt Patrice Talon
Le hautement social, en roues libres
Marcellin Laourou: une histoire qui s'écrit en lettres d'or

Officielle à la Douane Béninoise
ANIP
JBN
MapleSari



Consolider les bases pour maintenir le cap !

Au-delà du caractère symbolique que revêtent les cent premiers jours d'une mandature présidentielle, ils constituent le baromètre pour mieux apprécier la volonté politique du premier magistrat de mener le navire à bon port et donnent des signaux suffisants, pour jauger la capacité de ses différents collaborateurs à rassurer les populations tant de la qualité de gouvernance que des perspectives radieuses de l'action gouvernementale. Au Bénin, le cœur, résolument, à l'ouvrage depuis plus de cinq ans, le président patrice Talon continue de tenir la dragée haute. La poursuite de l'heureuse dynamique de développement intégral et harmonieux du Bénin qui se matérialise par une intensification des réalisations des travaux publics dans tous les secteurs d'activités et sur toute l'étendue du territoire national. Aussi constate-t-on des constructions des services marchands, des installations sportives, infrastructures routières et de grands ouvrages dans toutes les contrées du Bénin, à la grande joie des populations qui ne ratent aucune occasion pour reconnaître les mérites du système de la Rupture. Des avancées considérables qui contribuent à une

métamorphose générale du pays. Des prouesses évidentes qui s'observent également sur le front des réformes politiques, avec à la clé les effets positifs de la clarification du paysage politique et de l'assainissement de la classe politique. De la priorité, que la plus haute autorité du Bénin s'est engagée, lors de son discours d'investiture, à donner au social, durant le quinquennat 2021-2026, l'on peut noter les multiples actions qui sont menées à l'endroit des couches les plus défavorisées du pays. La lutte implacable contre la corruption et la rationalisation des dépenses publiques. Sont des options hardies que l'exécutif Talon poursuit, pour garantir une bonne gouvernance, dans l'ultime optique de continuer à susciter l'engouement des plates formes et des institutions financières, chaque fois que le Bénin fait recours aux mécanismes classiques d'emprunts. La signature du Bénin est bien prisée à travers le monde et les résultats de toutes les campagnes de mobilisation de fonds en sont des preuves éloquentes. Des motifs évidents de satisfaction existent également aux niveaux de la fourniture de l'eau potable et de la disponibilité de l'énergie électrique. L'on ne peut passer sous silence, le pragmatisme avec lequel, les autorités compétentes gèrent la crise sanitaire de la pandémie du Covid 19. Les luttes, quotidiennes des

forces de l'ordre, pour contrer les exportations sauvages des produits vivriers du Bénin vers certains pays voisins, participent de la maîtrise de la cherté de vie. Des raisons suffisantes qui autorisent à décerner un réel satisfecit à l'exécutif. Une équipe gouvernementale qui, durant les cent premiers jours du quinquennat 2021 - 2022 a agi pour le renforcement des bases de la nouvelle société béninoise en construction. Des acquis qui dénotent de l'efficacité de cadres compétents, dont le professionnalisme et l'abnégation ne font l'ombre d'aucun doute, pour maintenir le cap de développement, afin de concrétiser la noble ambition d'un pays émergent. Déjà cent jours du second mandat du président patrice et mieux qu'hier, sous la rupture, les travaux publics évoluent sans accroc, les réformes politiques et économiques continuent de porter des fruits murs, les populations du Bénin ont donné la preuve palpable d'une résilience à nulle autre pareille, suite à la fermeture des frontières nigérianes, la rationalisation des instances diplomatiques, pur plus d'efficacité et le maintien de la sécurité...sont - ce autant d'éléments qui attestent d'un bon début du mandat présidentiel en cours et qui augurent des lendemains certains pour la suite du quinquennat 2021-2026 ■

DISCOURS D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, MONSIEUR PATRICE TALON PORTO-NOVO, LE 23 MAI 2021

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Monsieur le Président de la Cour constitutionnelle,
Mesdames et Messieurs les Présidents et membres des Institutions de la République,
Mesdames et Messieurs les Autorités et responsables à divers niveaux,

Mesdames et Messieurs les membres du Corps Diplomatique et personnalités étrangères,

Chers invités,

Mes chers compatriotes,

En cet instant si solennel et chargé d'émotion, j'éprouve un sentiment de profonde reconnaissance envers le Peuple béninois souverain.

Ce Peuple qui, par son vote massif du 11 avril 2021, m'a renouvelé sa confiance pour un second mandat.

A vous tous qui m'honorez de votre présence à cette cérémonie, je voudrais exprimer ma gratitude.

A l'ensemble de mes concitoyens, je voudrais dire que j'ai conscience de l'honneur qui m'est fait de servir le Bénin en position de chef d'équipe.

Mesdames et Messieurs,

Ce mandat ultime, j'en mesure toute la portée ainsi que les attentes légitimes qu'il évoque dans l'esprit de chaque Béninoise et de chaque Béninois.

2m

Je n'ai aucun doute, non !

J'ai même la certitude, qu'ensemble, nous sommes capables de combler ces attentes.

En effet, au cours du quinquennat passé, nous avons su changer collectivement notre état d'esprit.

Nous avons affiché notre ferme volonté de relever tous les défis qui se posent à nous :

Qu'il s'agisse de renforcer l'unité nationale, d'assurer notre sécurité, d'améliorer notre cadre et nos conditions de vie ; de mettre en place les infrastructures de base indispensables au développement socioéconomique ou encore de reconstruire l'école béninoise et notre système de santé.

Qu'il s'agisse aussi de garantir la bonne gestion des finances publiques, de tourner le dos à la facilité, de



mettre fin à l'impunité, notamment des élites.

Qu'il s'agisse enfin d'opérer les réformes pour améliorer nos pratiques, consolider l'Etat de droit, renforcer notre processus démocratique et donner corps à un Etat moderne.

A présent, il s'agit pour nous, au cours des cinq années à venir, de transformer l'essai que constituent les avancées, voire - j'ose le dire - les prouesses qu'ensemble nous avons réalisées.

Transformer l'essai, c'est aller le plus loin possible sur le chemin du développement.

C'est ne jamais renoncer face aux difficultés de parcours qui peuvent survenir.

C'est avoir conscience que celles-ci caractérisent bien les transformations structurelles et démontrent combien nous sommes sur la bonne voie.

Pour ce faire, nous devons tous croire en notre communauté de destin et y travailler de manière beaucoup plus harmonieuse.

Car, au regard de ce que nous parvenons à faire malgré nos divergences, nous devons nous convaincre qu'en étant plus unis, nous parviendrons à faire beaucoup plus.

Désormais donc, notre défi, notre leitmotiv, doivent être

de taire nos querelles pour nous consacrer à l'essentiel : consolider notre marche vers le progrès en restant mobilisés et soudés dans notre lutte contre la pauvreté, notre réel et seul ennemi.

Mes chers compatriotes,

Oui, c'est cela qui nous permettra de relever le défi de rendre l'eau potable disponible partout au Bénin d'ici à la fin de l'année 2023.

Si nous avons su porter le taux global de desserte de 45 à 70% au cours du quinquennat passé, nul doute que nous saurons, ensemble, atteindre cet objectif.

C'est ce même état d'esprit qui nous conduira, d'ici 30 mois, à l'autonomie énergétique, après avoir en cinq ans, porté notre niveau de production de presque zéro à 60% de nos besoins ; ce qui favorisera la fourniture de l'énergie électrique à tous dans toutes nos localités. Cette détermination nous amènera à densifier notre réseau routier de sorte qu'au terme du mandat, toutes nos communes seront reliées entre elles par des voies bitumées.

Nous poursuivrons la dynamique en faveur de l'assainissement et de la modernisation de notre cadre de vie. Ainsi, nos communes seront de plus en plus propres et attrayantes.

Nous mettrons en place un système de santé plus efficace grâce au plan de redressement du secteur.

Des investissements massifs seront faits pour améliorer partout le plateau technique et renforcer les effectifs. Notre action consistera aussi à donner une nouvelle impulsion à l'école béninoise pour la rendre plus compatible avec nos besoins.

Le diagnostic est déjà posé et la thérapie a commencé. Elle consiste à privilégier l'enseignement technique et la formation professionnelle.

A cet effet, il sera construit une centaine de lycées techniques et d'écoles de métiers de référence, dont plus de la moitié d'ici à la fin de l'année 2023.



En matière de tourisme, les investissements inédits en cours seront accélérés pour faire du secteur un levier essentiel de notre économie et propulser le Bénin au rang des destinations de rêve.

Seront également intensifiés, les investissements destinés à moderniser notre agriculture.

Elle sera dès lors, grâce à une mécanisation intelligente, plus performante et plus créatrice de richesses aussi bien pour ses acteurs que pour l'économie nationale.

Le programme innovant de grandes cultures ainsi que les financements adaptés que nous mettons en place y aideront grandement.

Par ailleurs, la dynamique de développement en cours sera davantage portée par l'assainissement des finances publiques, la dématérialisation des procédures, les programmes spécifiques de financement de l'activité économique.

Elle le sera également par le retour de l'Etat dans l'investissement industriel pertinent.

L'objectif étant de lancer la dynamique industrielle pour rendre notre environnement plus attrayant à l'investissement privé.

Nous poursuivons alors nos efforts pour l'amélioration continu du climat des affaires et pour la lutte contre la corruption et l'impunité dans tous les domaines.

Mesdames et Messieurs,

Mes chers compatriotes,

Toutes ces mesures au cœur du quinquennat 2021-2026 seront source de richesse et d'emplois.

Certes, elles paraissent nombreuses mais je puis vous rassurer que leur réalisation est à notre portée et sera aisée.

La conjugaison des efforts de l'équipe gouvernementale, des collaborateurs à divers niveaux, de l'ensemble des Béninoises et Béninois, est la clé pour y parvenir.

Ensemble, nous serons plus que jamais les maîtres de





notre destin et capables de relever tous ces défis. J'en suis d'autant plus convaincu, que ce que j'ai appris de fondamental ces cinq dernières années, c'est notre capacité collective à faire autant de grandes choses en peu de temps. C'est pourquoi je suis admiratif de ce pays qui est le nôtre, le Bénin. De même que je suis admiratif et fier du Peuple auquel j'appartiens, admiratif et fier de chacun de vous mes concitoyens, femmes et hommes, jeunes et adultes. C'est précisément ce qui fonde ma foi, mieux ma certitude, que ce que nous réalisons ensemble et que tout le monde observe avec curiosité et admiration, fera que le Bénin va davantage se révéler à lui-même et au reste du monde dans les années à venir. Cette renaissance de notre nation ne sera pas seulement pour satisfaire la gloire d'un instant. Elle soutiendra un formidable élan de bien-être collectif et individuel durable dont nous pouvons jouir, ainsi que les générations à venir. Pour ce faire, notre engagement commun sera d'œuvrer à consolider la démocratie et les libertés, puis instaurer durablement la bonne gouvernance, gage de réalisation de toutes nos ambitions. Ainsi, notre autre devise ne devrait-elle pas être désormais Liberté, démocratie et bonne gouvernance ? Elle définit le crédo qui sera le mien tout au cours du mandat ; c'est-à-dire le bien-être de chacun, en particu-

lier celui des plus vulnérables d'entre nous. Ce mandat sera donc hautement social. Mon souhait en ce qui me concerne personnellement, c'est qu'il soit établi à la fin du mandat, que j'ai donné le meilleur de moi-même pour notre satisfaction commune et que véritablement, je mérite d'être appelé « AGBON NON ». Puissent Dieu, les mânes de nos ancêtres, notre âme commune, l'âme du Bénin, m'accorder la lumière et le génie nécessaires pour réaliser cet objectif. En ce jour si spirituellement particulier, j'ai la certitude d'être exaucé. De même, j'ai la conviction qu'ensemble, à l'heure du bilan, nous aurons de réels motifs de fierté et de satisfaction. Dans cette perspective, je veux vous rassurer que je serai le Président de toutes les Béninoises et de tous les Béninois. Les élections ainsi que les incompréhensions ou les querelles qu'elles génèrent, c'est désormais du passé. Dans la cohésion, tous ensemble, mettons-nous au travail pour consacrer définitivement le redressement de la grande nation que nous sommes, la fierté du grand Peuple que nous avons toujours été.

Vive le Bénin,

Je vous remercie.

ÉNERGIE AU BÉNIN

L'énergie électrique est une denrée précieuse. C'est un secteur vital dans la lutte pour la croissance économique. Cela, le gouvernement de la Rupture l'a compris. Lui qui, sous le leadership éclairé du président Patrice, vient de régler la question de l'autonomie énergétique au Bénin.

Des engagements conséquents pour des améliorations sensibles



D'un engagement partiel à un engagement total. Le Bénin a conjugué au passé la question du déficit énergétique. Conséquence des investissements colossaux consentis par le gouvernement du président Patrice Talon. C'est un secret de polichinelle que les Béninois ont

l'énergie électrique à plein temps. C'est une vérité universelle, qu'aucun développement ne serait possible sans la disponibilité permanente de l'énergie électrique. C'est fort de cette réalité que le gouvernement du président Talon s'investit depuis son accession au pouvoir à juguler le problème de dé-

lestage et à sortir le Bénin de la crise énergétique. Les populations ressentent déjà les effets des multiples efforts fournis par le gouvernement. Dorénavant, le courant électrique est servi aux populations béninoises, non plus en mode alternatif mais en continu. Tant et si bien que cela nous fait oublier, trop vite, que nous avons connu le délestage. Tantôt sauvage, tantôt méchant, cela pouvait durer des heures, voire des jours selon les régions. De nos jours, les rares coupures qui interviennent ne durent, au pire des cas, que des minutes. Des coupures temporaires dues aux travaux de maintenance et d'entretien des réseaux. Nous sommes désormais habitués à la disponibilité constante de l'énergie électrique ceci, conformément à la promesse du chef de l'Etat, Patrice Talon qui, en joignant l'acte à la parole, a réglé un problème vieux qui date de plus de 20 ans. Au titre des actions menées par le gouvernement béninois, on peut citer l'adhésion du Bénin à l'accord cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale (ASI). À travers ce projet, le Bénin a bénéficié d'un financement de 21 millions de dollars US pour l'électrification de 550 localités rurales. C'est là une manifestation évidente des fruits de l'offensive diplomatique menée sous la férule du président Patrice Talon. D'autant plus que le Bénin, dans sa dynamique, et conscient de ses besoins énergétiques, ainsi que de la nécessité de fédérer les forces dans la quête de solutions, a su faire montre de pragmatisme. Avec les nombreux projets, notamment la construction de la centrale thermique de Maria-Gléta II désormais une réalité, le Bénin fait un pas de géant vers l'indépendance énergétique, conformément au vœu exprimé par le président Patrice Talon lors du sommet G20.

L'engagement de son gouvernement à juguler le déficit d'énergie électrique est un fait réel. Disposer de l'énergie de qualité à un coût raisonnable est, selon le président de la République, une condition préalable à la mise en œuvre de toute politique de transformation structurelle de l'économie. A cet effet, il a rassuré les investisseurs allemands de son programme de renforcement de capacités énergétiques du pays qui permettra d'atteindre à très court terme, l'autonomie énergétique et d'exporter la production nationale à travers le marché régional de l'énergie électrique. Plus de cinq ans après son arrivée au pouvoir, non seulement le problème est réglé, mais en plus les perspectives pour notre pays dans le domaine de la production de l'énergie électrique, deviennent immenses et inédites. Visi-



blement, les fruits portent la promesse des fleurs. En venant à bout du délestage, Patrice Talon et son gouvernement délivrent le Bénin d'un problème majeur qui sort du domaine de l'irrésolution. Ceci, sans bruit, sans promenades héliportées et sans discours insipides et indigestes. C'est cela, la méthode Talon. La classe, l'efficacité dans la modestie. Les chiffres en matière de réalisation font froid aux yeux. Le gouvernement de la rupture a entamé la construction de 2000 mètres de lignes électriques dans le village de Awaya (DASSA ZOUNME); la construction d'une centrale thermique de 120MW implantée à Maria gléta; la construction des travaux d'électrification sur 4.55km au quartier yamadjako 3e arrondissement de Ouidah. A tout ceci s'ajoute la réhabilitation des centrales thermiques dans la ville de Natitingou, Parakou et Porto novo. Notons aussi les sites de construction de lignes électriques à Cotonou et du Dispatching à Abomey-Calavi. Ce vaste projet de réhabilitation et d'extension du réseau de distribution de la SBEE par le Projet MCA-BÉNIN II vise à améliorer la qualité de l'énergie électrique fournie. Ces 07 sites dont 06 à Cotonou à savoir : (le site Base vie CEGELEC, du poste croix rouge, du poste de Gbèdjromèdé, du poste de Fidjrossè, de la base vie EIFFAGE et celui de l'aéroport) et le Centre National de Contrôle de la Distribution (Dispatching) situé à Akassato, à Abomey-Calavi permettront de renforcer la capacité de transformation d'environ 1000 MVA.



Aberme, l'électrification rurale en plein essor

Depuis l'avènement de la Rupture, l'Agence Béninoise d'électrification rurale et de maîtrise d'énergie (Aberme) s'engage dans une nouvelle dynamique de gouvernance. Cette structure qui a pour mission essentielle la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans les domaines de l'électrification rurale et de la maîtrise d'énergie enchaîne les belles performances ceci, grâce aux réformes courageuses conduites avec maestria par l'actuelle équipe dirigeante, à sa tête, Jean Francis Tchékpo. En effet, l'ambition du gouvernement béninois en matière d'électrification rurale et traduite dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) fait son petit bonhomme de chemin. Les cadres commis à cette mission républicaine ne se donnent pas de repos. Avec le soutien de tout son staff, le Dg Jean Francis Tchékpo imprime une nouvelle dynamique à cette structure qui s'offre désormais une grande visibilité. Grâce à son sens de management et sa diplomatie offensive, l'homme réussit à asseoir une gouvernance productive, dans la directive des orientations gouvernementales et les attentes légitimes des populations. Ce qui n'était pas le cas par le passé où on a tout le temps assisté à une navigation à vue. Aujourd'hui, il se fait l'heureux constat que les choses sont rentrées dans l'ordre. Après avoir recensé les préoccupations majeures

des populations en ce qui concerne leur besoin en électricité, le Dg/Aberme anticipe et se plie en quatre pour offrir cette denrée précieuse aux Béninois. Comme l'indique si bien la dénomination, à savoir : Agence Béninoise d'électrification rurale et de maîtrise d'énergie, les actions de Jean Francis Tchékpo touchent les populations vivant dans les zones reculées. Celles-ci s'accordent à reconnaître que la politique énergétique sous le gouvernement de la Rupture porte réellement ses fruits. Tant les nouveaux acteurs commis à cette œuvre décrètent l'état de veille et s'évertuent à atteindre, contre vents et marées, l'objectif fixé. Aujourd'hui, toutes les 77 communes sont couvertes par les réalisations de l'Aberme. Du Nord au sud et de l'est à l'ouest, l'électrification rurale est une réalité perceptible. Sous le gouvernement de la Rupture, le projet a connu une intensification. Les populations conjuguent désormais l'obscurité au passé pour avoir accès à l'électricité grâce à la volonté du gouvernement par la mise en œuvre effective du volet accès aux services sociaux de base du PAG. A l'opposée donc de sa sœur aînée, la Société béninoise de l'énergie électrique (SBEE) qui est une structure commerciale, l'Aberme est chargée de réaliser pour le compte de l'Etat en matière d'ouvrage délégué,

les ouvrages d'électrification par raccordement aux réseaux pour les localités situées non loin du réseau électrique conventionnel de la SBEE, de recruter et d'accompagner les promoteurs privés pour la réalisation des ouvrages d'électrification hors réseau pour les localités beaucoup plus éloignées du réseau électrique et également d'apporter des appuis technico-financiers aux promoteurs privés et aux communautés locales pour la réalisation des installations électriques hors réseau.

Des réalisations tangibles

De 2016 à 2019, 163 localités ont été raccordées au réseau conventionnel pour un montant de 15,54 milliards F CFA contre 135 localités entre 2010 et 2015. Ainsi, plus de 31 600 ménages ont été touchés, soit 209.000 personnes en 3 ans contre 159.500 en 5 ans. Le crédo de l'Aberme étant d'impacter plus de localités avec moins de ressources. Des réalisations qui confortent les partenaires au développement dans leur volonté de prêter mains fortes au Bénin. Avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque d'Investissement et de Développement de la Cédéao (BIDC), 309 localités sont en train d'être électrifiées à raison de 233 localités rurales et 76 localités



péri-urbaines, pour un montant global de 56,805 milliards de francs CFA. Le projet, dans sa phase pilote consiste à poser 6331 lampadaires efficaces à LED pour l'éclairage public en vue de réduire la consommation d'énergie sur le réseau de la SBEE. 48 000 nouveaux ménages devront être raccordés à un coût promotionnel de 50.000 ou 90.000 F au lieu de 180.000 franc, avec possibilité d'échelonnement du paiement sur trois mois. Au terme du projet, le taux d'accès à l'énergie en milieu rural connaîtra une croissance de 5,80% et le taux de desserte de 13,89%. Fruit de la diplomatie offensive du Dg/Aberme, Jean-François Tchekpo qui épouse entièrement la vision du chef de l'Etat, Patrice Talon. Aussi, le taux de couverture en milieu rural est en nette progression depuis cinq ans. Il est passé de 32,50% en 2015 à plus de 37,56% en 2020.

D'autres actions sont en perspectives et concernent l'étude d'APD pour l'électrification de 500 nouvelles localités rurales et une autre étude pour la densification du réseau dans plus de 200 localités péri-urbaines. Le défi est de contribuer ainsi à l'atteinte des objectifs du PAG. L'objectif étant de couvrir la totalité des localités rurales du Bénin d'ici 2025.

**Quelques localités
bénéficiaires des
réalisations de l'Aberme**

Les populations de Vèdo et de Ayokpo dans les arrondissements de Aholouyèmè et de Tohouè dans la commune de Sèmè-Kpodji conjuguent désormais l'obscurité au passé pour avoir accès à l'électricité grâce à la volonté du gouvernement par la mise en œuvre effective du volet accès aux services sociaux de base du PAG. A Vèdo, l'ouvrage qui a été mis en service sous le regard enthousiasmé des populations permet de satisfaire les besoins en énergie électrique de 300 ménages. Outre les ménages, un point d'honneur a été mis à l'éclairage public avec 10 lampadaires. A Ayokpo par contre, le réseau électrique mis en service impacte 200 ménages. Les deux réalisations conduites par l'Aberme font partie d'un grand ensemble financé par Exim Bank Inde et la Bidc. 67 localités réparties sur toute l'étendue du territoire national sont concernées par ce projet.

Par la même occasion, 06 localités des départements du Zou, des Collines et du Borgou ont été sorties de l'obscurité grâce à la mise en services d'ouvrages d'électrification rurale hors réseau et par raccordement au réseau réalisés par l'Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maîtrise d'Énergie (ABERME). Il s'agit des localités d'Oké-Owo et de Montewo dans la commune de Savè, de Agbassa et Koda, deux villages de la commune de Tchaourou, du village de Za-Kékéré dans la commune de Za-Kpota, de

l'arrondissement de Djegbe dans la commune de Ouèssè. Ces différentes localités ont bénéficié d'un ouvrage d'électrification rurale hors réseau réalisé dans le cadre du projet de valorisation de l'énergie solaire initié par le gouvernement où par raccordement au réseau de la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE). Des infrastructures qui ont été également complétées par des adductions d'eau villageoise avec système de pompage solaire par endroit. Dans le cadre du programme " Énergie électrique pour tous ", la commune de Ouidah a bénéficié des ouvrages d'électrification par raccordement au réseau de la Société Béninoise d'Énergie Électrique.

Les arrondissements de Sègbèya dans la commune de Kpomassè et Ahozon dans la commune de Ouidah ont été définitivement sortis du noir grâce à leur raccordement au réseau de la SBEE. D'une valeur estimée à environ 120 millions de nos francs, l'ouvrage impacte 500 ménages soit environ 2500 personnes. L'inauguration du site expérimental d'électrification solaire photovoltaïque avec connectivité du village d'Adido qui reste une grande innovation du gouvernement de la Rupture vient corroborer les nombreuses actions menées par le gouvernement pour garantir l'électricité à tous les Béninois. Ce projet innovant qui prend en compte 100 villages sur toute l'étendue du territoire national est l'aboutissement d'un processus de recherche de solutions adaptées en termes de production et de consommation de l'énergie pour la population et dont la phase expérimentale vient de prendre corps dans le village Adido grâce à la volonté du Chef de l'État à rendre accessible pour tous, l'énergie électrique pour un développement socio-économique durable. Grace aux nouvelles orientations définies à la tête du Fonds d'Electrification Rural (FER), l'Aberme a réussi à électrifier 96 localités, impactant ainsi 22.310 ménages soit 134.050 habitants directement touchés. Preuve qu'avec le gouvernement du président Patrice Talon, c'est délestage niveau zéro.

L'Aberme comble toutes les attentes

A L'INSTAR DE TOUTES LES POPULATIONS DU BÉNIN, CELLES QUI ONT FAIT LE LIBRE CHOIX DE RÉSIDER DANS LES ZONES RURALES ONT LE DROIT D'AVOIR ACCÈS À L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE BONNE QUALITÉ ET À COÛT RAISONNABLE. DURANT CINQ ANS, DES EFFORTS ONT ÉTÉ CONSENTIS PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RUPTURE, POUR DESSERVIR PLUSIEURS LOCALITÉS RURALES QUI SONT SITUÉES DANS DES RÉGIONS REÇULÉES. EN CHARGE DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE, L'ABERME COMBLE TOUTES LES ATTENTES ET, AU REGARD DES RÉSULTATS, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL, JEAN FRANCIS TCHEKPO RESTE ET DEMEURE CONFIANT EN L'AVENIR. LISEZ L'ENTRETIEN QUE L'HOMME DES GRANDS DÉFIS A BIEN VOULU ACCORDER À NOS CONFRÈRES DE CARNET D'AFRIQUE, POUR VOUS E' CONVAINCRE.

Qu'est-ce que l'Aberme et quelles en sont la mission et les attributions ?

Jean-François Tchekpo : Merci de nous donner cette opportunité de parler de l'Aberme. L'Agence béninoise d'électrification rurale et de maîtrise d'énergie (Aberme) a été créée par décret n°2004-151 du 29 mars 2004. Elle a pour mission de mettre en oeuvre la politique de l'Etat dans les domaines de l'électrification rurale et de la maîtrise d'énergie.

De façon spécifique, elle est chargée entre autres de :

- Réaliser les infrastructures d'électrification rurale par raccordement au réseau conventionnel de la Société béninoise d'énergie électrique (Sbee) pour les localités qui ne sont pas trop loin du réseau existant ;
- Recruter et accompagner les promoteurs privés pour l'installation des infrastructures d'électrification hors réseau au profit des localités situées loin du réseau conventionnel de la Sbee ou les zones difficiles d'accès ;
- Apporter des appuis technico-financiers aux promoteurs et aux communautés locales à travers des subventions et des services d'assistance conseils pour l'installation et la gestion des installations d'électrification hors réseau ;
- Promouvoir la maîtrise d'énergie à travers l'utilisation des équipements économiques en énergie.

Vous avez pris les rênes de l'Agence en 2016. Comment se porte-t-elle aujourd'hui ?

Au regard de l'état dans lequel nous avons pris la direction de l'agence en 2016 et l'état dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, nous pouvons affirmer haut et fort que l'Aberme se porte très bien. L'agence vit du fonds d'électrification rurale mis en place par l'Etat. Fonds constitué des 3 francs/kwh que tous, nous payons sur nos factures d'électricité et qui sont collectés par la Sbee et transférés à l'Aberme pour lui permettre de mener à bien sa mission. A ma prise de service en 2016, les dettes étaient à environ 3,8 milliards de FCFA.



Aujourd'hui, j'ai le plaisir de vous dire que les dettes sont complètement soldées depuis fin 2018, les créances de l'Aberme auprès de la Sbee sont évaluées à un peu plus de 2 milliards. C'est-à-dire que non seulement nous avons soldé les dettes mais nous avons de la trésorerie qui attend les factures.

Quel bilan peut-on faire des 5 années de gouvernance sous l'ère de la Rupture, notamment dans le sous-secteur de l'électrification rurale et de la maîtrise d'énergie ?

Je voudrais avant même de parler de l'électrification rurale, vous dire ma joie personnelle d'avoir fait en sorte que l'Agence dispose de son siège, construit sur ses fonds propres. Aussi, dispose-t-elle aujourd'hui d'un parc automobile de huit (08) véhicules de chantiers alors qu'en 2016, à mon arrivée, il n'y avait qu'un seul qui était pratiquement amorti.

Nous avons également travaillé à améliorer l'effectif du personnel en termes de compétence pour faire en sorte que l'Agence soit à même de mieux répondre à sa mission. Toutes choses qui ont plu aux bailleurs de fonds dont la Banque Mondiale qui entre-temps, avait arrêté de financer les projets d'électrification rurale logés à l'Aberme depuis 2013, mais qui aujourd'hui est revenue. Nous avons aussi la Banque africaine de développement (Bad) et la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (Bidc) qui nous font confiance et d'autres qui sont en train de se joindre à nous, juste parce que notre gestion et nos résultats pendant ces cinq (05) années les

ont impressionnés.

- Plus spécifiquement, dans le domaine de l'électrification rurale De 2016 à 2020, nous avons électrifié 185 localités et nous y avons construit 910 438 km de ligne haute tension Hta et 500 526 Km de ligne basse tension. Tout ceci a permis d'impacter près de 44 000 ménages pour plus de 220 000 habitants. C'est vrai que comparai-son n'est pas raison, mais il est important de se référer au passé pour mieux se situer dans le présent. Le présent tableau que je vous remets est plus qu'illustratif de cette comparaison.

Le présent tableau nous montre clairement les avancées notables faites par l'Aberme de-puis l'avènement du régime de la rupture.

Période	Nombre de localités électrifiées	Longueur de réseau HTA (m) construit	Longueur du réseau mixe (m) construit	Longueur du réseau BT (m) construit	Populations impactées
2010 à 2015	135	627.050	66.650	264.547	156.500
2016 à 2020	185	910 438	108 294	500 526	220.000
Performance (%)	137%				141%

Source : DERU/ABERME

De 2016 à 2020 donc, soit en 5 ans, 185 localités ont été électrifiées pour 220.000 habitants impactés contre 135 localités électrifiées et 156.000 ménages impactés de 2011 à 2015, soit une performance de 137% en termes de nombre de localités électrifiées et 141% en termes de population impactée. Le Gouvernement a également inscrit en lettres d'or, la promotion des énergies renouvelables et l'accompagnement par des mesures d'efficacité énergétique qui sont aussi des volets de nos attributions.

Alors, en termes de valorisation des énergies renouvelables, nous avons d'abord stratégiquement commencé par cibler les infrastructures publiques essentielles à savoir les centres de santé, les collèges, les commissariats d'arrondissement (pour la sécurité des populations), les adductions d'eau, pour pouvoir leur fournir de l'énergie électrique de qualité afin d'améliorer la qualité des services au profit des populations, à travers la valorisation de l'énergie solaire.

- Dans le domaine de la Maîtrise d'énergie

Il convient de souligner que la maîtrise d'énergie concerne

toutes les actions nécessaires à une gestion efficace et efficiente des différentes formes d'énergie, depuis la production jusqu'à la consommation. Elle prend en compte, également la promotion et le développement des énergies renouvelables.

En effet, en vue d'assainir nos marchés autrefois inondés d'équipements électriques énergivores, l'Aberme a été mandatée pour coordonner, avec les autres acteurs institutionnels, le suivi de la mise en oeuvre du décret n°2018-563 du 19 décembre 2018 fixant les normes minimales de performance énergétique et le système d'étiquetage mis en vigueur en juin 2020 pour faciliter l'identification et l'accès des populations aux lampes électriques, réfrigérateurs et climatiseurs individuels efficaces. Dans ce cadre, les actions

entreprises en attendant l'adoption du document de Politique nationale de maîtrise d'énergie (Poname), concernent :

- La sensibilisation et la formation des artisans électriciens, des importateurs, des distributeurs et des consommateurs sur les normes minimales de performance énergétique ;
- La mise en place de subventions pour la promotion des équipements efficaces et de maîtrise d'énergie ;
- Le remplacement sur les lignes d'éclairage public, des lampadaires conventionnels énergivores par des lampadaires Led efficaces ;

- La distribution de lampes électriques efficaces aux ménages ruraux.

En matière de bioénergie, l'Aberme promeut et déploie à titre pilote sur l'ensemble du territoire national, en attendant une mise à échelle, des bio-digesteurs pour la production de fertilisants agricoles et de biogaz pour la cuisson. Elle appuie également les producteurs d'équipements de cuisson efficaces et propres pour favoriser leur accès aux populations.

Le point des différentes réalisations est résumé dans le tableau ci-après

Electrification solaire	
Désignation	Nombre d'infrastructures
Eclairage par système solaire photovoltaïques de centres de santé, collèges et orphelinat.	22
Pompage solaire autonome + mini château d'eau (point d'eau autonome) dans les localités rurales	12
Installation de chauffe-eau solaire dans les centres de santé	35
Construction de centres solaires d'information et de récréation dans les localités rurales frontalières	04
Electrification solaire Pv des Unités spéciales de surveillances des frontières (Ussf)	04
Biomasse	
Construction de bio-digesteur d'une capacité de 4m3 dans 100 ménages d'agriculteurs	100

Source : DME/ABERME

Peut-on aujourd'hui affirmer que toutes les communes du Bénin sont électrifiées ?

Toutes les Communes du Bénin sont impactées par les projets de l'Aberme. A la date d'aujourd'hui, je peux vous dire que la plupart des chefs-lieux d'arrondissement sont électrifiés. Les quelques-uns qui ne le sont pas encore, sont actuellement inscrits dans deux grands projets en cours et dont le démarrage physique des travaux est prévu pour décembre 2021.





Comment s'opère donc le choix des localités rurales à électrifier par l'Aberme ?

Pour permettre à l'Aberme d'accomplir sa mission, le Ministère de l'énergie a élaboré un plan directeur pour l'électrification des localités rurales du Bénin. C'est donc ce document qui définit les critères de choix par ordre de priorité. Ces critères sont :

- Le poids administratif de la localité (chefs-lieux de commune ou d'arrondissement) ;
- Le poids économique et démographique de la localité dans sa région (pôle économique régional ou existence d'infrastructure sociocommunitaire ou d'un marché régional) ;
- La distance aux réseaux existant qui intègre le coût de réalisation.

La collaboration par le passé n'a pas toujours été celle souhaitée avec la Sbee. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Il y avait des incompréhensions entre les deux structures. Incompréhensions liées à la qualité de certains ouvrages réalisés par l'Aberme avant 2016 et qui ne respectaient pas les normes techniques au niveau de la Sbee qui devait les exploiter. Mais aujourd'hui, ces problèmes sont réglés car il y a la signature d'un nouveau protocole de collaboration technique intervenu entre les deux structures, en septembre 2018. A travers ce protocole, nous avons résolu tous ces différends en définissant désormais les modalités d'exécution de nos activités sur toute l'étendue du territoire national.

A Abomey-Calavi, une ville proche de Cotonou, plusieurs quartiers sont toujours en manque du courant électrique, comment expliquez-vous cela ?

Abomey-Calavi est une Commune urbaine et à ce titre, elle n'est pas dans le portefeuille de l'Aberme mais plutôt dans celui de la Sbee et c'est cette dernière qui peut en répondre.

Parlant des projets, monsieur le Directeur général, d'où proviennent les ressources pour leur réalisation ?

L'Aberme est dotée d'un Fonds d'électrification rurale qui est alimenté entre autres par :

- les dotations de l'Etat pour les investissements en matière d'électrification rurale, notamment le PIP et les contreparties de l'Etat aux financements des projets par des partenaires au développement ;
- les financements des bailleurs de fonds ;
- En plus de tout ceci, il y a la taxe sur le kilowattheure vendu, instituée par la loi n°2006-16 du 27 mars 2007, portant Code

de l'électricité au Bénin, qui est fixée à un montant de 3 francs/KWh, collectée par la Sbee et reversée à l'Aberme.

En termes de perspectives, que peut-on retenir des actions phares en vue et des projets futurs de l'Agence ?

En termes de perspective, l'électrification rurale a le vent en poupe car en dehors du Fonds d'électrification rurale, le Gouvernement a bénéficié de financements de la Bad et de la Bidc pour l'électrification de 309 localités dont la fin est prévue pour 2023. Avec ces différents financements, le taux d'accès à l'énergie électrique sera amélioré de 5,80%, le taux de couverture de 11,73% et le taux de desserte de 13,89%. Ces deux projets concernent aussi bien l'extension de réseaux en milieu urbain et péri-urbain que l'électrification rurale.

Malgré ce projet d'envergure et d'impact social jamais égalés dans notre pays, la Bad est déjà prête pour nous financer un nouveau projet qui viendra à la fin du Projet d'électrification rurale (Peru) et dont les études d'APD ont déjà démarré. Nous avons d'ailleurs procédé le 22 juillet dernier, au lancement officiel du Peru à Adjarra.

En dehors de ces projets d'électrification par raccordement au réseau, nous avons, avec l'appui technique et financier du MCA Bénin II, initié et mis en oeuvre la réforme sur l'électrification hors réseau qui a abouti à l'électrification de 128 localités éloignées par les promoteurs privés.

Aussi, faut-il souligner l'appui financier de la Bidc à hauteur de 21.000.000 \$US, soit environ 12.200.000.000 milliards FCFA pour le projet d'électrification solaire de 750 infrastructures communautaires, notamment les centres de santé, les commissariats d'arrondissement et les collèges. Ce projet vise l'amélioration des conditions de vie des populations qui n'ont pas encore bénéficié de nos projets.

Comme quoi, avec le Programme d'actions du Gouvernement «Bénin Révélé», tout avance dans le domaine de l'électrification en milieu rural, pour le bonheur des paisibles populations.

Votre conclusion pour cet entretien, monsieur le Directeur général !

Je voudrais rassurer toutes les populations béninoises et celles rurales en particulier, que l'Aberme travaille avec célérité pour l'électrification de leurs localités. La seule chose que je leur demande, c'est de nous faire confiance dans la patience et on y arrivera.

Je voudrais aussi profiter de cette occasion pour implorer les communautés locales et les élus communaux de soutenir l'Aberme pour l'atteinte des objectifs des différents projets cités.



Les cartes **BESTCASH**
sont **SÉCURISÉES**
et **FACILE D'ACCÈS**



BESTCASH, sécurisez votre cash !

Pour plus d'informations www.bestcash.me

☎ (+229) 60 60 88 20 / 61 31 91 61 ✉ info@bestcash.me



BESTCASH®
Les cartes VISA prépayées



BESTCASH

Direction Commerciale

**Vêdoko marché 4ème vons à droite
après la pharmacie Akossombo,
2ème vons à gauche immeuble
«Emmanuel La Grâce» Cotonou-Bénin**

Tel: +229 60 60 88 20 / 61 31 91 61

Une autre **MANIÈRE...**

UBA
United Bank for Africa



...d'être
accompagné de
son **COMPTE
BANCAIRE**
où que vous
soyez !



BESTCASH[®]
Les cartes VISA prépayées



www.bestcash.me



(+229) 60 60 88 20 / 61 31 91 61



info@bestcash.me



BESTCASH[®]
Les cartes VISA prépayées



(+229) 60 60 88 20 / 61 31 91 61



www.bestcash.me



info@bestcash.me

Pour des citoyens modernes et modèles

L'avènement des nouvelles technologies et ses innombrables innovations, le Bénin en fait son apanage. L'administration du développement, rêve judicieux nourri par le gouvernement de la Rupture se traduit chaque jour en acte. Les tracasseries administratives, les longues files d'attente, les pertes de temps sont désormais des pratiques révolues. Les populations ne gardent qu'un lointain souvenir des difficultés à avoir accès aux services administratifs. C'est un constat aujourd'hui que les choses ont changé. Le réformiste Patrice Talon a tout révolutionné. Le Bénin est devenu une république numérisée où depuis sa maison, son lieu de travail ou n'importe quel endroit, il est facile d'établir ses pièces pour constituer des dossiers urgents. Non seulement les nouvelles innovations permettent de raccourcir le parcours, mais également elles ont le mérite d'apporter une grande célérité dans le traitement des dossiers. Et cela, c'est bien évidemment à l'actif du président Patrice Talon et son gouvernement qui ont engagé pleinement le Bénin dans la modernité, disons à l'ère du numérique. Grâce à une série de plateformes définies dans le but d'assurer la continuité du service administratif, le gouvernement vient de réaliser un défi de taille. Jamais par le passé, les citoyens béninois se sont sentis à l'aise, quant à l'établissement des actes administratifs. Preuve qu'à ce niveau, il y a véritablement quelque chose de concret. Avec la plateforme www.travail.bouv.bj pour le suivi de carrière des fonctionnaires béninois, le retrait de leur acte d'avenant et d'avancement ; la plateforme www.ifu.impots.bj pour le retrait du numéro d'Identification Fiscale Unique (IFU) ; la plateforme www.eresultats.bj pour

consulter le résultats des examens et concours en République du Bénin ; la plateforme www.educmaster.bj pour la gestion administrative de tous les établissements publics du Bénin ; la plateforme www.services-publics.bj pour le retrait du casier judiciaire, certificat de nationalité, registre de commerce, extrait d'acte de naissance, le e-services.impots.bj : déclarations et paiement TVA, AIB, etc, c'est carrément une révolution qui s'opère à tous les niveaux de l'administration béninoise. En effet, plus de 80% des béninois bénéficient du fruit de secteur du numérique et sont fiers de ces belles réformes qui changent radicalement le visage de l'administration béninoise. Grâce au Portail National des Services Publics « service-public.bj » tout citoyen peut solliciter le service de son choix et obtenir satisfaction sans trop se gêner. Une révolution à saluer.

La stratégie nationale d'identification de la personne

Le Bénin désormais dans le concert des nations modernes et numériques. Plus de peine à se donner à chercher par-ci par là, les paperasses liées à son état-civil en République du Bénin. Depuis la naissance jusqu'au décès, toutes les informations permettant d'identifier chaque citoyen Béninois et lui permettant d'accéder plus facilement à tous les services sociaux de base, sont désormais stockées et sécurisées pour le bonheur de tous. Le document dénommé Stratégie nationale de l'Identification des Personnes en République du Bénin fait désormais partie des innovations en matière de registre d'état-civil. Le Gestionnaire mandataire de l'ANIP, Cyrille Goubédji



« La plateforme www.educmaster.bj pour la gestion administrative de tous les établissements publics du Bénin ; la plateforme www.services-publics.bj pour le retrait du casier judiciaire, certificat de nationalité, registre de commerce, extrait d'acte de naissance, le e-services.impots.bj : déclarations et paiement TVA, AIB, etc, c'est carrément une révolution qui s'opère à tous les niveaux de l'administration béninoise. »



a réalisé l'un des vœux chers au président Patrice Talon. A travers ce document, il est question de réformer le système de l'état civil béninois, mis en mal par l'instabilité des données nominatives et personnelles au détour des actes de fraude et de faux. Ainsi l'identification formelle à partir de titres officiels d'identification apparaissait comme la dalle coulée sur les poteaux de porcelaine. L'ancien système d'état-civil était alors un édifice dangereux qu'il fallait démonter d'où la stratégie nationale actuelle fiable, solide sécurisée et numérisée. Les avantages de la stratégie nationale d'identification des personnes sont énormes. Cette initiative deviendra un facteur d'inclusion et de simplification de l'accès aux services sociaux de base; les enfants ne seront plus renvoyés de l'école pour défaut d'acte de

naissance, les parents n'auront plus à craindre pour les coûts faramineux d'un processus de régularisation par voie judiciaire, les services chargés de l'identification formelle puiseront à une source unique et nationale de vérification des données identitaires, chaque citoyen se verra attribué un identifiant unique, clef d'accès aux services du numérique. Les banques, compagnies d'assurance, de sécurité sociale et autres bénéficieront de l'interopérabilité pour l'identification et l'authentification de leur clientèle. L'objectif du gouvernement de Patrice TALON est qu'à l'horizon 2025, le Bénin se dote d'un système d'identification unique formel, électronique et sécurisé. Les bases d'une administration intelligente sont ainsi jetées ceci, au grand bonheur des populations



Le Gestionnaire mandataire de l'ANIP, Cyril Gougbedji a réalisé l'un des vœux chers au président Patrice Talon

AGENCE NATIONALE D'IDENTIFICATION DES PERSONNES

La touche Cyrille Gougbédji, grand pilote des réformes d'État-civil



QU'ILS RÉSIDENT SUR LE TERRITOIRE NATIONAL OU À L'EXTÉRIEUR, TOUS LES BÉNINOIS PEUVENT SE RÉJOUIR AUJOURD'HUI DE LA FACILITATION AUX ACTES D'ÉTAT-CIVIL ET LES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.

Un homme, une mission, les moyens. Le séjour de Cyrille Goubédji à la tête de l'Agence nationale d'identification des personnes (Anip) résume tout sur cet engagement citoyen et républicain, disons la disponibilité constante à assumer ce devoir d'État. Grâce à l'avènement de l'Anip), l'accès aux services sociaux de base est un fait réel. Le gouvernement béninois, à sa tête, le président Patrice Talon a consenti des moyens colossaux pour offrir ces documents précieux aux populations. Une mission confiée au Secrétaire général adjoint du gouvernement à la tête du sous-secteur de l'Agence nationale d'identification des personnes (Anip).

A leur bilan, on peut dire que le défi a été relevé. Les lignes bougent au même titre que les résultats. La confiance placée par le chef de l'État au gestionnaire de l'Anip accouche des résultats probants. Cadre émérite de l'administration publique et acteur de droit, Cyrille Goubédji a saisi cette chance pour se mettre en vedette. Ce vaste chantier à lui confié entre désormais dans l'actif du bilan du gouvernement de la Rupture. La politique de l'état-civil au niveau de l'Anip initiée par l'exécutif béninois est conduite avec beaucoup de succès. C'est un secret de polichinelle que la reconstitution des actes de naissance et la fin de la souffrance des populations dans l'établissement du précieux sésame sont aujourd'hui une réalité évidente. Toute la population béninoise ne cesse d'inonder la structure de l'Anip pour établir ces pièces assez précieuses pour accéder aux différentes prestations dans les administrations publiques.

Depuis que le pouvoir de la Rupture s'est installé, et l'institutionnalisation de l'Anip, les populations se sentent mieux soulagées, non seulement, pour leur bien-être, mais aussi, pour leur maintien dans le système éducatif de leurs enfants, tout en facilitant l'obtention des différentes pièces administratives. Tellement cette réforme de l'état-civil béninois a été bien préparée et mise en œuvre avec minutie que des partenaires techniques et financiers n'ont pu s'empêcher de l'accompagner. Mais le score a été atteint et le gestionnaire mandataire



nourrit l'ambition de faire grandir la maison tout en apportant d'éventuelles mutations adéquates. Autrement dit, 100% de l'objectif fixé au départ est atteint en un temps record. Et désormais, l'ambition, c'est une acte de naissance simplifié comportant le Certificat d'identification personnel (Etrangers comme nationaux), la carte biométrique et autres.

Pour y parvenir, de gros moyens financiers ont été injectés dans cette réforme salvatrice. Le gouvernement de Patrice Talon est passé à simplifier le montant pour atteindre l'objectif. Lorsqu'on prend le problème du déficit criard des actes de naissance et ses corollaires noté dans les écoles et autres, ce casse-tête longtemps traîné par les gouvernements successifs, a trouvé ou presque trouvé de solution sous le gestionnaire mandataire ceci, grâce à la vision du gouvernement auquel il appartient. Tenez, sur un gap de centaines de millions de registres d'état civil perdus dans les communes du Bénin, le gouvernement Talon, sous le leadership du chef de l'État, a procédé à réformer le secteur qui vise à identifier suivant un système moderne, de manière à limiter les tracasseries et surtout accorder une série d'avantages aux Béninois de l'intérieur comme de l'extérieur.

Aujourd'hui, le gestionnaire mandataire, Cyrille Goubédji met en œuvre la politique du gouvernement et tout porte parfaitement les fruits. Ce qui rend plus facile, plus simple et moins stressant. Une autre innovation est que la carte biométrique permet d'avoir des avantages du projet Arch. Ça veut dire que le gouvernement a déjà anticipé et cette anticipation est de bon droit parce que dans le cadre de l'exploitation des données du projet Arch, il n'y a pas d'erreur à faire. Le

gouvernement du Président Patrice Talon dans la phase pilote de mise en œuvre du projet Arch, a commandé 350.000 cartes biométriques aux normes de la CEDEAO au profit de la population pauvre non extrême et pauvre extrême. Et pour la phase pilote, 10.000 cartes biométriques ont été déjà mises à la disposition du ministère des affaires étrangères par l'Anip et les 10.000 Béninois sont en train d'utiliser les cartes biométriques pour avoir accès aux soins de santé gratuitement dans notre pays le Bénin.

Toutes choses sur lesquelles veille Cyrille Goubédji, gestionnaire mandataire de l'Anip, qui en rend sans doute compte au patron de l'Exécutif, le président Talon des tâches qui s'accomplissent. Et dès que la carte biométrique est mise à disposition, elle contient le numéro d'identification personnel, parce que c'est le même numéro qui a permis de tout certifier et de délivrer la carte biométrique.

À l'avènement de la pandémie de Covid 19, qui secoue tout le monde entier, l'Anip a maintenu la tangente et a pris des dispositions idoines pour satisfaire les usagers. Grâce au savoir faire du gouvernement, les citoyens Béninois ont été épargnés d'un grand soucis.

La décentralisation des centres d'enregistrement voulue par le gestionnaire mandataire a permis une plus grande adhésion à l'association l'initiative. Aujourd'hui, tous les citoyens peuvent se réjouir d'avoir un acte de naissance sécurisé, une carte d'identité nationale biométrique, le certificat de célibat et de coutume, le certificat d'identification personnel (CIP) qui garantit la sécurisation de leurs actes d'état-civil et facilite l'accès à l'ensemble des services disponibles sur le portail web dédié de l'Anip.

Présentation de la société



JENY SAS
FOURNISSEUR D'ACCÈS
INTERNET
ET REGISTRE DU .BJ



Juin 2021



Présentation de la société Jeny sas

La société JENY SAS est un fournisseur d'accès à Internet titulaire de l'agrément ARCEP du 13 Mai 2015. Depuis lors JENY SAS s'est démarquée par la qualité de ses services, surtout celle de son Service Après Vente et cumulée un chiffre d'affaires de trois milliards soixante-neuf millions soixante-douze mille huit cent soixante-neuf (3.069.072.869) de Francs CFA depuis le début de l'exploitation.

JENY SAS compte aujourd'hui plus de 400 clients Corporates constitués d'institutions bancaires dont la Banque Mondiale (reliée par Fibre optique et liaison radio) et aussi de grandes institutions telles que la GIZ, Plan International, INTERSTIS, HUAWAI, les Ambassades, etc, avec 70 points d'accès.

Grâce à son réseau propre dense de 40 points numériques communautaires reliés par fibre optique et installés dans 40 chefs-lieux de commune répartis sur toute l'étendue du territoire national, JENY SAS est sans aucun doute le FAI ayant la plus large couverture du territoire national, et capable de raccorder n'importe qui en Internet ou en interco où qu'il soit.

Devenu Registre du nom de domaine Internet pays - .bj - depuis Septembre 2018, JENY SAS occupe aujourd'hui un positionnement stratégique dans l'écosystème Internet au Bénin. Notons que depuis cette prise en mains par JENY SAS, le nombre de noms de domaines actifs a été multiplié par 7, soit une progression de 600%.



Points de présences

ALIBORI



Présentation de la société Jeny sas

Depuis le début de son exploitation, JENY SAS avait pour ambition de réduire la fracture numérique nationale en s'intéressant essentiellement à deux (02) pôles :

Les zones numériquement enclavées ;
Le secteur de l'éducation où nous avons le sentiment que les étudiants et les enseignants sont des laissés pour compte car aucun fournisseur d'accès à internet ne s'intéressait à eux.



Points de présences

ATACORA



Photos de la classe numérique

Ceg L'océan de Cotonou



Points de présences

ATLANTIQUE



Points de présences Jeny sas



Points de présences

BORGOU



Points de présences

📍 COLLINES



Points de présences

📍 PLATEAU



Points de présences

📍 DONGA



Quelques centres de recherches
INSTALLÉS PAR JENY SAS



Points de présences

📍 LITTORAL



Quelques centres de recherches
INSTALLÉS PAR JENY SAS
(suite et fin)



Points de présences

📍 MOND



Services spécifiques offerts

Jeny sas

Service INTERNET

Fourniture de la connexion Internet selon le débit demandé en symétrique ou en asymétrique ;
Fourniture d'une (01) adresse IP publique avec possibilité de fournir des adresses complémentaires au besoin, à acquérir ;
Configuration du routeur au besoin



A travers cette offre, JENY SAS s'engage à interconnecter toutes vos agences à votre Direction Centrale, afin que vous puissiez mutualiser toutes vos ressources. JENY SAS compte déjà plusieurs clients Interco parmi lesquels figurent des institutions de microfinance et des institutions bancaires entre autres.

Installation et configuration de réseaux LAN et WAN



Points de présences

📍 QUEME



Maintenance

des infrastructures

Le NOC (Network Operating Center) exploite et supervise en temps réel les équipements du réseau. Cette plateforme de supervision surveille le bon fonctionnement des équipements techniques (aussi bien chez JENY que le CPE** du client) et le respect de la qualité du service demandé. Les équipements sont interrogés fréquemment pour vérifier leur état et remontent des alertes en cas d'interruption de service, au système de supervision. Les activités du NOC sont :

- surveillance en temps réel des systèmes (Équipements de communications électroniques et produits d'environnements associés),
- pré-diagnostic des incidents intervenus sur les équipements actifs,
- résolution des incidents et rétablissement du fonctionnement du réseau via une intervention des équipes de maintenance de JENY





Pistes créatives

Quelques déclinaisons outdoor

Campagne

02/07/2021



“

Business

Visuel Spécifique :
Bureaucrate

Proposition n°

1

monbj logo

monbj, votre **domaine** de référence pour une meilleure **crédibilité** sur le net

DERIK logo

www.monbj.bj +229 94393440/ 94393593 E-mail: contact@nic.bj

“

Webmaster

Visuel Générique :
Webmaster

Proposition n°

1

monbj logo

monbj, votre **domaine** de référence

DERIK logo

www.monbj.bj +229 94393440/ 94393593 E-mail: contact@nic.bj

Avec monbj.bj, heberger n'a jamais été aussi simple

Visuel Spécifique :
Carte de la sécurité • CTA

Proposition n°

2

monbj logo

monbj, votre **domaine** de référence

Hebergez vos sites chez nous.
monbj, votre **domaine**, votre **sécurité**

DERIK logo

www.monbj.bj +229 94393440/ 94393593 E-mail: contact@nic.bj

Visuel Générique 2 :
Webmaster

Proposition n°

2

monbj logo

monbj, votre **domaine** de référence

Avec monbj.bj, héberger devient un **jeu d'enfant**

DERIK logo

www.monbj.bj +229 94393440/ 94393593 E-mail: contact@nic.bj

Visuel Spécifique :
Carte de la réussite,
succès

Proposition n°

3

monbj logo

monbj, votre **domaine** de référence

Avec monbj.bj, le **partenaire** de la réussite

DERIK logo

www.monbj.bj +229 94393440/ 94393593 E-mail: contact@nic.bj

Visuel Générique 3 :
Webmaster

Proposition n°

3

monbj logo

monbj, votre **domaine** de référence

monbj.bj, **simple**, **rapide** et **efficace**

DERIK logo

www.monbj.bj +229 94393440/ 94393593 E-mail: contact@nic.bj



Une régulation qui sort désormais des sentiers battus

LES RÉFORMES ENTAMÉES DEPUIS 2016 PAR LE PRÉSIDENT PATRICE TALON SE POURSUIVENT ET SE DISTINGUENT SUR L'ENSEMBLE DE LA VIE SOCIOÉCONOMIQUE DU BÉNIN. DANS LA FERVEUR DES NOUVELLES DYNAMIQUES DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE, L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET DE LA POSTE (ARCEP BENIN) SORT DES SENTIERS BATTUS. DE NOUVELLES APPROCHES DE RÉGULATION FONT L'OBJET D'UN ENGAGEMENT SOUTENU PAR UN CONSEIL DE RÉGULATION QUI A CHEVILLÉ SA FOI AUTOUR DE CINQ (05) AXES STRATÉGIQUES INSPIRÉS DU PROGRAMME D' ACTIONS DU GOUVERNEMENT, À SAVOIR : L'OPTIMISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES RARES, LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS, LA PROMOTION D'UNE CONCURRENCE SAINTE ET L'INNOVATION, LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL ET LA GARANTIE D'UNE EFFICACITÉ DE LA RÉGULATION.



Ainsi, la qualité de service au profit des consommateurs, a toujours fait l'objet d'une attention particulière. Pour permettre de rapprocher l'expérience des consommateurs sur la qualité de service avec les indicateurs de qualité des réseaux, l'ARCEP BENIN a adopté en 2020 de nouvelles décisions qui prennent désormais en compte la qualité expérientielle des utilisateurs et assurent d'une couverture en réseau 3G et 4G d'ici fin 2021. Les exigences de qualité de service ont également été fixées en fonction de la réalité socio-économique des zones de couverture du territoire national. La contribution de la régulation à la réalisation de certains objectifs stratégiques du Gouvernement réside dans l'assouplissement de certaines barrières à l'entrée et l'amélioration de l'accès aux ressources rares que sont les numéros et les fréquences.

Afin d'insuffler une nouvelle dynamique concurrentielle dans le marché des communications électroniques mobiles au Bénin, l'ARCEP BENIN a décidé de la mise en place d'un nouveau cadre réglementaire relatif à l'interconnexion des réseaux. Cette réforme consacre la suppression des tarifs d'interconnexion Voix et SMS sur les réseaux des communications électroniques en République du Bénin. L'annulation des tarifs d'interconnexion des services (Voix et SMS) est une première mesure de réduction du déséquilibre du marché de la téléphonie mobile. Elle crée les conditions favorables à l'introduction des offres d'appels illimités au profit des consommateurs. Dans le cadre de la réalisation des objectifs stratégiques du Gouvernement, relatifs à la généralisation de l'usage de

l'Internet, l'ARCEP BENIN a contribué à la prise des mesures visant à faciliter l'exercice d'activités de fourniture d'accès à Internet. A la faveur du changement du régime juridique applicable aux activités de fourniture passant de la licence à une autorisation simple, l'ARCEP BENIN a adopté la décision portant approbation du cahier des charges type fixant les conditions d'établissement et d'exploitation d'un réseau de fourniture d'accès à Internet en République du Bénin. Cette décision met en application les dispositions légales et favorise l'exercice des activités de fourniture d'accès à Internet. L'accès aux codes USSD constituait un véritable défi pour plusieurs acteurs économiques dans le cadre de leur entrée sur le marché des communications électroniques. Les codes étaient gérés uniquement par les opérateurs et répondaient beaucoup plus à



une préoccupation commerciale. Ces conditions d'accès aux codes USSD ont engendré des difficultés qui freinent l'entrée des acteurs économiques sur le marché des communications électroniques et, ainsi, le développement de nouveaux services et la réalisation de projets d'envergure visant la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). A cet effet, pour lever les contraintes limitant l'accès aux codes USSD, l'ARCEP BENIN a

adopté le 14 juillet 2020, la décision fixant les modalités d'attribution et les conditions d'exploitation des codes USSD en République du Bénin. Cette décision vient en soutien de la contribution de la régulation à la généralisation de l'usage numérique. Avec cette décision, le Bénin a ouvert l'accès des codes USSD aux fournisseurs de service à valeur ajoutée, et de ce fait, lève un grand obstacle au développement des nouveaux services dans le secteur des

communications électroniques, notamment l'inclusion financière, les services adaptés aux multiples secteurs économiques. Dans les nouvelles perspectives de régulation, l'ARCEP BENIN envisage concentrer autour de l'autonomisation du consommateur et l'amélioration de sa capacité à influencer les politiques commerciales, la qualité de service et l'ouverture du marché des communications électroniques.

A cet effet, trois (03) grands projets sont en cours d'achèvement dans le cadre de la réalisation de ces objectifs de régulation. Il s'agit de la réalisation d'un atlas de couverture des réseaux, la mise en place d'un simulateur tarifaire et l'utilisation d'une approche de régulation par la data. L'Atlas de couverture des réseaux est un outil qui permettra de mettre à la disposition des consommateurs, les informations sur la couverture et la qualité de service des réseaux de communications électroniques. Les consommateurs pourront faire librement le choix du réseau et des services auxquels ils veulent souscrire en fonction des performances de chaque opérateur en matière de couverture et de qualité de service. L'Atlas de couverture est un portail public en ligne qui

permettra de visualiser les informations de couverture des réseaux et services issues de la cartographie de la couverture, d'afficher automatiquement les informations sur les indicateurs de qualité de service mises à jour à partir d'un système de suivi de la qualité de service et de faire une sélection par période de temps, zone géographique et technologie. Le simulateur tarifaire est un outil en ligne (portail Web) de comparaison tarifaire des services de communications électroniques (mobile et internet) disponibles à la vente sur le marché béninois. Il permet à un consommateur de visualiser les offres disponibles sur le marché des communications électroniques en vue du choix d'offre de service le mieux adapté à ses besoins et de se renseigner sur les numéros d'urgence et les numéros des services publics.

La mise en place du simulateur tarifaire est l'expression par excellence du renforcement du droit à l'information et le pouvoir de choisir des utilisateurs. Il n'est pas une plateforme de commercialisation des services de communications électroniques et n'affiche pas les offres non disponibles sur le marché. L'approche de régulation par la data consiste à donner du pouvoir aux consommateurs en leur fournissant les informations utiles pour les rendre à même d'influencer la politique commerciale des opérateurs. Cette approche consiste aussi à susciter la mobilisation des consommateurs à faire remonter les problèmes rencontrés et à participer à l'amélioration de la politique de régulation dont ils sont les premiers bénéficiaires.



**AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS
ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE**

Centre de formation professionnelle des activités de coiffure

Salon de coiffure hommes et femmes



Le monde de la coiffure vous inspire?

Infrastructures et grands ouvrages



Patrice Talon, comme un chef chantier

- Pilotage réussi par l'ACVDT

-L'apport qualitatif du PUGEMU

SOUS LE RÉGIME DE LA RUPTURE, LE BÉNIN NE SE SERA JAMAIS COMME GOLGOTHA, CETTE VILLE CRUELLE RECONNUE POUR SON INSALUBRITÉ NOTOIRE ET OÙ LE FILS UNIQUE DE DIEU A ÉTÉ CRUCIFIÉ. QUAND ON OBSERVE À LA LOUPE, LES ACTIONS ENGAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT EN PLACE EN CE QUI CONCERNE L'AMÉNAGEMENT ET L'ASSAINISSEMENT URBAIN, LE PRÉSIDENT PATRICE TALON SEMBLE ÊTRE L'INCARNATION DE HÉCATE, DÉESSE GRECQUE DE LA PROPRETÉ ET DE LA SALUBRITÉ À TOUS LES NIVEAUX.

Le Bénin est en chantier. Lentement et sûrement, les grands travaux d'aménagement et d'assainissement urbain se font découvrir. Les opérations de déguerpissements menées début janvier 2017 avaient valu au gouvernement béninois, des critiques acerbes. Mais c'était pour une bonne cause. Au lendemain de cette longue campagne de salubrité publique, l'État béninois met à exécution son programme ambitieux de bitumage de 660 km de voirie urbaine et qui prend en compte les neuf principales villes du pays. L'opération de libération de l'espace public était justifiée, notamment, par la nécessité de laisser place aux travaux de réhabilitation et de construction de voirie. Pour mettre fin au long règne des éléphants blancs, le gouvernement béninois a dû déployer des moyens conséquents. De lourds investissements ont été consentis dans une démarche de suivi-évaluation.

Après quelques coups de pioche symboliques donnés à la mi-2018, les travaux démarrés en janvier 2019 accouchent les premiers résultats sur le terrain. Les panneaux implantés dans les quartiers concernés, les bandeaux rouge et blanc qui localisent les réseaux enterrés de téléphone et d'eau à déplacer, sans oublier les visites épisodiques de géomètres, etc ont fini par laisser place à du concret. « Ça n'a pas mis trop de temps, au contraire: cela a été une vraie performance! Lorsque l'on s'engage sur des projets aussi importants, aussi structurants, on ne le fait pas à la légère », avait laissé entendre, Olga Prince-Dagnon, la directrice de l'Agence du cadre de vie pour le développement du territoire (ACVDT). « On ne veut pas créer de nouveaux éléphants blancs, comme il y en a tant eu dans ce pays. Et pour éviter cela,



il faut prendre le temps des études, le temps de l'expertise. Ce temps-là n'est pas perdu: il permet d'éviter de gaspiller les ressources du Bénin », soutient l'urbaniste, qui pilote la mise en œuvre du projet avec une passion assumée. Aussi, depuis le mois de juillet 2017, 224 techniciens ont réalisé des expertises sur les différents secteurs concernés, avec un travail de coordination énorme en seulement six ou sept mois, a rapporté François Agomadjè, chef de projet au sein de l'ACVDT.

Notons au départ que le projet portait sur l'aménagement ou la réhabilitation de 850 km de voies urbaines dans neuf villes à savoir : Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Abomey-Calavi, Lokossa, Sèmè-Kpodji, Abomey, Bohicon et Natitingou. Mais les ambitions ont été revues à la baisse. Ce seront finalement 660 km qui seront réhabilités, en trois phases, pour un budget global estimé à 900 milliards de F CFA (plus de 1,37 milliard d'euros). La première phase, portant sur 195 km de chaussées, dont 60 % en pavage et 40 % en bitumage, répartis dans les villes concernées, a été engagée. Après un appel d'offres lancé en février 2017 (auquel ont soumissionné 99 entreprises), six

sociétés ont été retenues, le 24 juillet 2018, auxquelles ont été confiés douze lots. Parmi elles, les entreprises béninoises Adeoti (pour le lot de Bohicon) et OFMAS-SBF (pour Porto-Novo), ou encore la filiale béninoise du français Sogea Satom (pour un des quatre lots de Cotonou). Les douze lots devraient tous être livrés dans douze à dix-huit mois, selon le gouvernement, qui assure que les entreprises seront surveillées de près afin qu'elles tiennent les délais. Ce qui est aujourd'hui une réalité, à voir la qualité des travaux et leur achèvement dans le temps requis.

Des espaces verts

Si le cadrage initial du projet d'asphaltage prévoit qu'une partie des travaux sera menée sous forme de partenariats public-privé (PPP), cette première phase est entièrement financée sur le budget de l'État, pour plus de 262,8 milliards de F CFA. Un choix assumé. « Pour les autres étapes, nous intégrerons des PPP et, éventuellement, d'autres formes de financement. Mais, pour cette phase pilote, le chef de l'État a souhaité que ce soit le budget national qui montre le chemin », a fait remarquer



le ministre du Cadre de vie, José Didier Tonato, lors d'une descente sur le terrain.

Ce budget important tient à l'une des spécificités du projet, « la réhabilitation de façade à façade ». Plutôt que de se limiter à la route, le projet englobe en effet la réfection et la construction de trottoirs, l'amélioration de l'éclairage public (avec plus de 11 000 lampadaires solaires prévus), l'installation de mobilier urbain, l'aménagement d'espaces verts, notamment le Jardin Mathieu Kérékou ainsi que l'échangeur de Houéyiho à la plage Fidjrossè. Autant de coûts supplémentaires qui ont fait monter le prix du kilomètre linéaire au-dessus de 1 milliard de F CFA et en ont fait bondir plus d'un, tant ce prix dépasse la moyenne habituelle. Des actions qui traduisent la volonté du gouvernement béninois, de fluidifier la circulation, mais aussi de rénover des zones d'habitation, d'améliorer en profondeur le cadre de vie des zones concernées.

En améliorant les trottoirs et les caniveaux, le régime en place travaille en parallèle aux autres projets du PAG, en particulier aux grands projets d'assainissement qui vont régler les problèmes récurrents d'inondation, et à la gestion des déchets urbains, un autre de nos gros dossiers. Le constat sur le terrain est que le taux d'exécution des travaux est très avancé. Avec le système de contrôle mis en place, les entreprises font la veille permanente pour livrer les chantiers dans les délais raisonnables. L'opération de réhabilitation des voies urbaines se veut aussi un outil d'attractivité supplémentaire pour les investisseurs étrangers ainsi qu'un moyen de dynamiser l'économie locale, notamment par le petit commerce.

Fin en apothéose du PUGEMU

Durant cinq ans, de nombreuses réalisations sont à mettre à l'actif du Pugemu. Il s'agit notamment de l'étude technique sur l'érosion côtière à Co-

tonou et à Grand-Popo, l'étude technique et de faisabilité de la mise en place d'un système d'alerte précoce des crues dans le bassin de l'Ouémé et l'élaboration d'un plan directeur harmonisé de la gestion des déchets solides ménagers dans les communes du grand Nokoué. De plus, un financement additionnel obtenu en 2015 a permis de réaliser des travaux d'assainissement et d'aménagement de voies qui ont été exécutés dans les cinq principales villes bénéficiaires ; travaux au nombre desquels le pont de Sodo à Hèvié avec des bretelles d'accès dans la commune d'Abomey-Calavi et la seconde partie de la voie Carrefour Adjaha-Godomey-Magasin, la réalisation du pont de Fifadji et du parc d'attraction situé à côté du même pont, la gestion des eaux usées, le plan directeur d'assainissement fluvial, la gestion des inondations à Cotonou.

Les autres principaux travaux d'aménagement et d'assainissement à exécuter concernent : l'aménagement du

collecteur Wd (bras amont et confortement du bras aval) traversant les quartiers Tanto, Dandji, Avotrou et Tchanhounkamin, l'assainissement et l'aménagement de la pénétrante d'Akogbato, la suite du Collecteur G et l'aménagement du bassin Set-tô Gbodjè, l'actualisation du Plan directeur d'assainissement pluvial de Porto-Novo. A cela s'ajoutent l'assainissement et l'aménagement du tronçon Carrefour Abattoir-CEG Agblangandan, la réalisation du Plan directeur d'assainissement pluvial de Sèmè-Podji, la réalisation du Plan directeur d'assainissement pluvial d'Abomey-Calavi ; la suite du collecteur principal de la ville de Ouidah (tronçon Azilidon-Musée), la réalisation du Plan directeur d'assainissement pluvial de Ouidah, puis la réalisation du Plan directeur d'assainissement pluvial du plateau

d'Abomey.

Pour le bilan, le Pugemu, par ses interventions, a contribué à l'amélioration de la qualité de l'environnement urbain dans la zone métropolitaine du Grand Nokoué. Il a résolu, à terme, les différentes questions liées à l'environnement. Au niveau de la coordination générale, les différentes composantes du projet ont été effectivement mises en œuvre. Les communes bénéficiaires du projet reconnaissent pour leur part ses apports sur l'environnement.

Pour rappel, le Pugemu est financé par la banque Mondiale et a permis significativement d'améliorer les problèmes liés aux inondations. La mise en œuvre de ce projet a contribué encore plus à améliorer les conditions de vie des populations cibles en accompagnant les efforts du Gouvernement dans la lutte contre la

précarité. Les mesures prises par le régime en place ont conduit à une exécution diligente des travaux.

Autre chose, le grand marché de Dantokpa situé en plein cœur de la ville de Cotonou fait son cure. L'insalubrité qui y règne est désormais du passé. Autrefois très encombré, l'espace est désormais aéré. Le gouvernement entend ériger des infrastructures modernes pour embellir davantage les lieux. A tout ceci, s'ajoute l'aménagement de l'habitat avec de grandes infrastructures d'accueil. En perspective, la cité ministérielle qui donnera complètement un autre visage pour le pays.

En conclusion, on peut dire que le président Patrice Talon a réalisé un gros pari, en cela que ces travaux d'assainissement et d'aménagement urbain nécessitent de grands sacrifices.





Infrastructures et travaux publics

Métamorphose totale du Bénin

A TRAVERS LE MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS ET SES STRUCTURES DÉCENTRALISÉES, LE BÉNIN ENTEND JOUER LES PREMIERS RÔLES DANS LE TRAFIC SOUS RÉGIONAL, NOTAMMENT AU SEIN DE L'ESPACE UÉMOA (UNION ÉCONOMIQUE MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE). ZOOM SUR LES CHANTIERS OUVERTS POUR FACILITER LA MOBILITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS AU SEIN DE CET ESPACE ÉCONOMIQUE.

Entre autres priorités définies dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) au lendemain de la transition politique d'avril 2016, la densification du réseau routier national. Pour y parvenir, le gouvernement du président Patrice Talon a dû consentir des investissements colossaux ceci, avec l'appui constant et soutenu des partenaires au développement. Des réalisations qui tirent leur légitimité du processus d'intégration régionale défini comme un impératif non négociable par les pays membres de l'espace Uémoa. Pour rendre le trafic fluide, le Bénin engage une politique d'infrastructures routières et de transport jamais opérée en si peu de temps. De nombreuses routes sont construites et d'autres en projet pour desservir les pays de l'Uemoa dont le trafic passent par les cordons routiers béninois.

Difficile de dresser ici répertoire exhaustif des réalisations en la matière. Toujours est-il que quand on fait le bilan, on en vient à l'heureuse conclusion que le Bénin est véritablement un pays de transit au sein de cet espace économique. Les informations glanées auprès des services techniques et structures sous tutelle du ministère des Infrastructures et des Transports à savoir : la cellule de suivi et d'évaluation des projets et l'Agence Nationale des Transports Terrestres (ANatt), font état de plus de 1000 km de routes bitumées dans le cadre de la facilitation du trafic au sein de l'espace Uémoa. Les plus importants, vu leur impact sur le trafic sous-régional concerne le tronçon Parakou-Djougou dans le nord Bénin et dont l'étude de financement a été réalisé par les services compétents de l'Uemoa. Ceci montre l'in-



Pr Bénin

térêt que revêt ce tronçon complètement achevé. Cette route nationale Inter-État (RNIE 6) est la continuité de la route Djougou-Ouaké-Frontière Togo, précédemment réalisée y compris l'axe Nikki-Tchikandou. En cours de réalisation toujours dans la partie nord du Bénin, notamment les départements du Borgou et de l'Alibori qui reste des zones de grand trafic, les tronçons Bérou-Kandi-Malanville et Parakou-Pèrèrè.

Toujours dans la dynamique de faciliter la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'espace Uémoa, le gouvernement béninois a, avec l'appui des partenaires et l'accompagnement des institutions bancaires, notamment la Banque Ouest-Africaine de Développement (Boad), engagé les travaux de construction de la route Savalou-Tchetti-Logozohouè-Glazoué dans le département des Collines. On peut également citer pêle-mêle, l'aménagement et le bitumage de la voie Porto-Novo-Missérété-Kétou; le bitumage de l'axe Natitingou-Boukoumbé-korontière; le bitumage de l'axe Djougou-Péhunco-Banikoara; la construction en BOT de l'Aéroport de Golo-Djigbé ; le bitumage de la route Pobè-Adja Ouèrè-Ouinhi ; la construction du pont reliant Tovègbamè à Adjohoun.

Autres actions pêle-mêle à l'actif du régime du Nouveau Départ, l'aménagement et le bitumage de la voie

Missessinto-Zinvié- Sèdjédénou-Zè; la relance du bitumage de la voie Bétérou- Tchaourou-frontière Nigeria; la construction d'un pont de 140 m qui traverse le fleuve OKPARA; le renforcement et le redimensionnement de la route RNIE Akassato Bohicon; l'aménagement et bitumage de l'axe Lokossa-Glazoué, la construction route de la Traversée urbaine et contournement Parakou, la construction en R+1 du siège de l'agence de réhabilitation de la cité historique d'Abomey, sans oublier le financement bouclé et le démarrage effectif, depuis le 20 février dernier, du bitumage de la voie: Lokossa-Dèvè-Aplahoué, Klouékanmey Agbangnizoun, Toffô - Lalo-Agbangnizoun.

Au total, les pays comme le Togo, le Niger, le Burkina-Faso pour ce qui concerne l'intégration sous-régionale et le Nigéria pour l'intégration régionale sont les principales nations qui sont desservies par ces nombreuses infrastructures routières. Le constat est qu'actuellement, le trafic est très fluide au niveau de ces différents Etats. Ce qui fait du Bénin un pays de transit dans l'espace Uémoa. A tout ceci, s'ajoute le projet Asphaltage qui prend en compte 44 rues à bitumer et paver et démarré depuis mars 2018. Cette première phase a changé qualitativement le visage des villes du Bénin avec, à la clé, des systèmes d'éclairage modernes.



**NORA
SERVICES
INTERNATIONAL**
LICENSED CUSTOMS AGENT



CLEARING FORWARDING



CONSIGNMENT



TRANSPORT



LOGISTICS



TEL. (+229) 97 69 31 30/ 99 92 22 22
E-mail: noraservicesinter@gmail.com
Cotonou (Benin Republic)



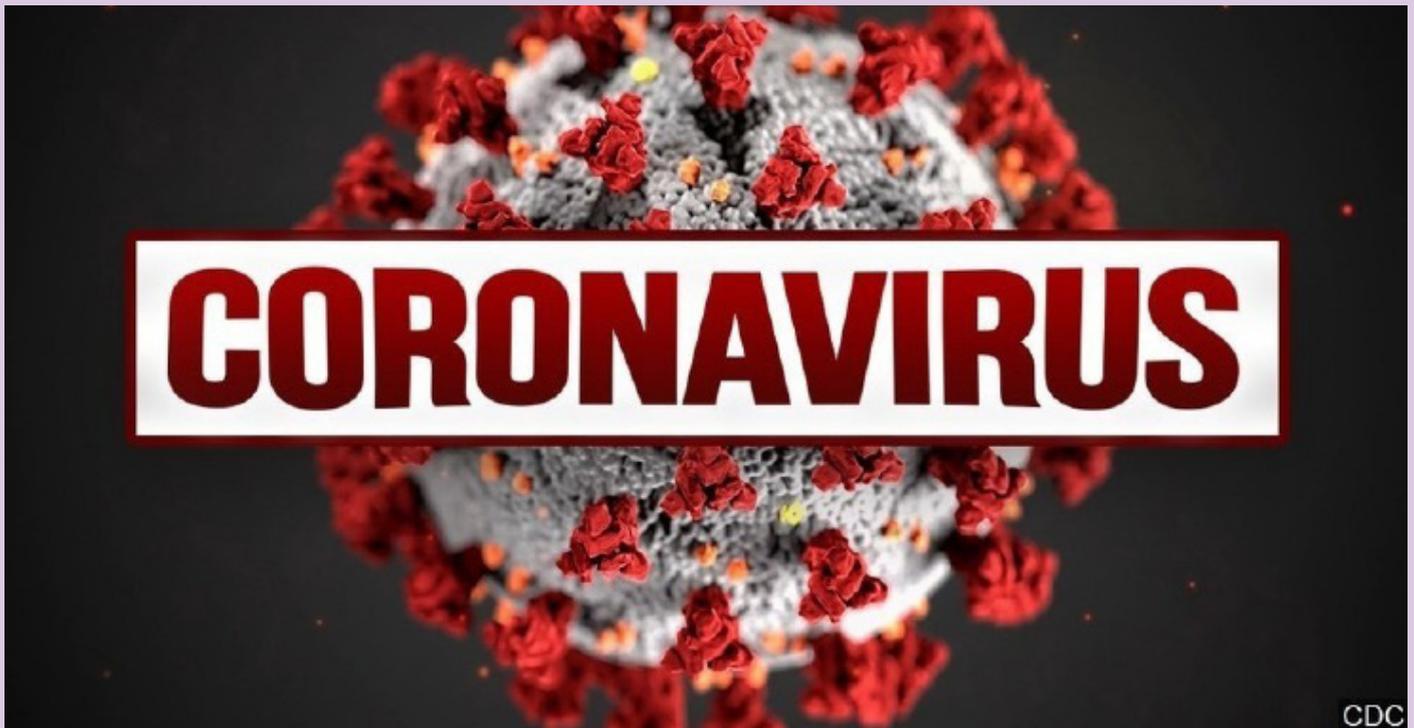
Nobila Airport Hotel
Adresse : Ave Jean-Paul II, Cotonou

Téléphone : 21 30 42 52

Cet hôtel d'aéroport haut de gamme se trouve à 3,5 km du Benin Marina et à 7,7 km de la cathédrale Notre-Dame-de-Miséricorde de Cotonou. Les chambres luxueuses disposent de la télévision par câble, d'un mini-frigo, d'un bureau et d'un nécessaire à thé et café. Les suites bénéficient

également d'un salon séparé. L'établissement propose des prestations gratuites, comme un petit-déjeuner continental et une navette locale. Il possède également un restaurant servant un buffet international, un salon à cocktails et un centre d'affaires.





Toujours des années scolaires et universitaires sans perturbation

L'humanité toute entière est terrifiée et terrorisée par la Covid 19 qui sévit dans le monde. Déclenchée en décembre 2019 dans la province de Wuhan en Chine, la maladie du Coronavirus se propage dangereusement. Sur le continent noir, chaque nation tente de vaincre le mal avec des mesures diversifiées. Mais la nécrologie monte.

Les appels à la mobilisation se poursuivent. Les sensibilisations viennent de partout. Aucune initiative n'est de trop dans la perspective de limiter les dégâts. Mais l'Afrique continue de compter ses morts.

Devenu une préoccupation mondiale, le virus Covid 19 se propage de manière vertigineuse. Dès lors, la situation nécessite une mobilisation générale, au regard de la propension que prend le mal. La situation appelle à une prise de conscience collective. En Afrique et particulièrement au Bénin, c'est une véritable course contre la montre. Face aux statistiques chaque jour alarmantes, il

**DÉCLENCHÉE
EN DÉCEMBRE
2019 DANS LA
PROVINCE DE
WUHAN EN
CHINE**

fallait prendre des dispositions idoines, c'est-à-dire, aller au-delà des mesures de prévention. C'est à ce problème que sont confrontés les pays africains qui n'avaient pas prévu un budget pour venir à bout des conséquences sanitaires provoqué par la Covid 19. La Covid-19 a bouleversé l'agenda international. Au plan social, la solidarité internationale est systématiquement remise en cause. La Covid-19 provoque l'éloignement entre les hommes. Chacun garde ses distances vis-à-vis de son semblable, au risque de se faire contaminer. Le niveau de la pauvreté grimpe au fur et à mesure qu'on note des foyers de contamination de la Covid 19. Sur le plan sanitaire, c'est l'héca-

tombe. Les chiffres liés aux victimes du coronavirus font froid aux yeux. De quoi renforcer les mesures d'alerte.

La riposte béninoise et les situations inattendues

Comme tous les pays où des cas de contagion de la Covid 19 ont été relevés, le Bénin n'est pas resté les bras croisés. Face à la peur et la psychose que provoque cette pandémie qualifiée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) d'«ennemi de l'humanité», le gouvernement béninois a pris les taureaux par les cornes. Le message d'apaisement du chef de l'État à l'endroit des populations, les sorties répétées du ministre en charge de la Santé appelant à la sensibilisation, l'installation du site d'isolement et de mise en quarantaine, le conseil extraordinaire des ministres en date du 17 mars dernier 2019, assorti de 11 mesures fortes ont été autant de dispositions prises aux premières heures par les responsables politiques au pouvoir pour protéger les populations contre le coronavirus.

Très tôt, et conscient de l'enjeu, le gouvernement mobilise près de 10 milliards auprès des partenaires pour contrer la pandémie du coronavirus et tenter de faire reculer ses frontières. Des équipements de détection des sujets porteurs du virus Covid 19 ont été acquis et déployés à des endroits stratégiques. L'Aéroport de Cotonou, première porte d'entrée sur le territoire national est mis en alerte maximale. Des laboratoires, des caméras et scanners thermiques, des pistolets thermiques, des gels «hydroalcooliques» et un dispositif de solution chlorhydrique sont installés en signe de contrôle et de prévention. Des actions dont l'honnêteté intellectuelle oblige à reconnaître et à saluer. Au sein de l'opinion publique, des voix s'élèvent pour appeler au respect des recommandations du gouvernement. Mais à côté de ces dispositions, de grandes inquiétudes se posent. Des doutes persistent sur l'efficacité de certaines mesures. Le message de l'OMS qui déclare que : « Les pays africains n'ont pas suffisamment de moyens adéquats pour lutter efficacement contre la Covid 19 » en rajoute

aux craintes. Loin des sensibilisations et mesures de prévention s'observent d'autres phénomènes qui échappent à la vigilance des pouvoirs publics. Il s'agit des fake news qui polluent la toile avec des informations erronées. L'autre brèche dans la gangrène se résume au marché qui s'anime autour de la maladie avec la promotion de pseudo-remèdes proposés par des médecins et tradi-thérapeutes de circonstance. Faute d'information et entraînés par une naïveté aveugle, les populations n'hésitent pas à tenter l'aventure. L'industrie locale s'invite dans la crise sanitaire. Le marché des cache-nez s'anime avec des innovations qui crèvent l'œil. Chacun y va de son ingéniosité dans le souci de réaliser un bon chiffre d'affaires. On pouvait voir sur ces outils de protection contre la Covid 19, les grandes marques telles que : Adidas, Nike, Puma et même les écussons des grandes équipes de football comme Real Madrid, Barcelone, PSG, etc. Autre chose, certaines organisations non gouvernementales et associations caritatives profitent de la situation pour faire la publicité de leurs structures. Il est désormais courant de voir sur des cache-nez, des effigies de ces structures qui estiment être en mission sociale ou humanitaire sur le terrain

Des efforts dans la continuité

Plus de 16 978 230 confirmés, 9 916 230 guérisons et 666 239 décès dans le monde. Ce sont là les chiffres officiels des victimes du Coronavirus avant la levée progressive des mesures de restriction. Aujourd'hui, ces chiffres sont carrément doublés voire triplés au regard de la recrudescence de la Covid-19. Cette pandémie met tout un monde en émoi depuis son apparition. Les précautions qui sont prises actuellement pour prendre le contre-pied de la situation laissent perplexes plus d'uns. Il est vrai de prévenir le mal. Mais il n'en demeure pas moins de ne point regarder le lendemain par la fenêtre. La méfiance est nécessaire. A l'instar d'autres pays dans le monde entier, la République du Bénin fait face à la gestion de la Covid-19. Il tente,

veille que vaille, de répondre aux besoins des cas testés positifs. Et à imposer une nouvelle manière de vivre à ses citoyens pour repousser le plus loin possible la pandémie. On se demande alors à quand la fin ? La médecine traditionnelle s'invite dans le débat sans prospérer. Le Docteur Valentin Agon du Bénin pense avoir la solution contre la Covid 19 avec son "Apivirine" qu'il a d'ailleurs baptisé "Apicovid". Malheureusement ce remède purement africain, ne sera pas admis, tout comme la potion Malgache qui a fait grand bruit à l'époque. Les mesures prises sont adaptées et efficaces et elles ont eu le mérite de contrôler cette pandémie meurtrière.

La suspension des manifestations sportives, culturelles et festives, la fermeture temporaire des buvettes, restaurants et lieux de détente VIP, décidées par le gouvernement béninois ont ralenti le risque de propagation et de contamination de la Covid-19. Aujourd'hui, les chiffres font état de seulement 141 morts. Pour soulager les populations, les mesures d'accompagnement n'ont pas manqué. Les fonds Covid aux communes a été une initiative salubre, puisqu'ils ont permis d'améliorer le quotidien des populations victimes des mesures restrictives.

Dans la foulée, un recensement général a été lancé. Des dédommagements ont été faits pour combler les manques à gagner enregistrés par les petites et moyennes entreprises. Aujourd'hui encore comme par le passé, le gouvernement béninois ne démorde pas. La situation est sous maîtrise avec de nouvelles dispositions prises. Les appels et sensibilisation à la vaccination anti-Covid se font intenses. A commencer par les membres du gouvernement qui ont donné l'exemple. 19 milliards supplémentaires sont débloqués comme mesures de soutien aux petites entreprises, notamment les promoteurs et artisans. Le conseil des ministres du mercredi 02 septembre 2021 décide à nouveau de la suspension des activités sportives, culturelles et festive. Autant de dispositions qui visent à défier ce mal du siècle.





Lutte contre la criminalité et pour la sécurité



© PRESIDENCE DU BENIN

La Police républicaine à l'avant-garde

Les réformes opérées à tous les niveaux de l'administration depuis le 06 avril 2016 n'épargnent pas les Forces Armées Béninoises (FAB). Face aux nouveaux défis contre l'insécurité grandissante, le gouvernement de la Rupture semble trouver la parade idoine. La création de la Police républicaine par la Loi N° 2017-41, opérationnelle depuis le 1er janvier 2018 marque un nouveau tournant décisif dans les rangs des hommes en uniforme.

Le Bénin ferme progressivement la porte à la grande criminalité et le gangs-

térisme sous toutes ses formes. La fréquence et l'ampleur des braquages et autres forfaitures visant à exercer la violence sur les populations et surtout à les déposséder de leurs biens ont pris un recul cinglant. Les banques, les supermarchés, les grands commerçants, les cambistes, les zones résidentielles, les détenteurs des moyens de déplacement de haute gamme, etc, ne se font plus de souci quant à leur activité et la libre circulation de leurs biens. La délinquance sous toutes ses formes a connu une tendance baissière depuis l'instal-

lation de la Police républicaine. Entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2018, l'initiative de fusionner les éléments de la Police et de la Gendarmerie accouche des résultats probants sur le terrain.

Statut juridique et missions

Composée des fonctionnaires de l'ex-Police nationale et des militaires de l'ex-Gendarmerie nationale et dotée de la loi N° 2020-16 du 03 juillet 2020, portant statut spécial des personnels de la Police républicaine, cette der-

nière assure par ailleurs, les fonctions de Police aux armées et participe à la défense opérationnelle du territoire. La police républicaine participe également aux missions extérieures telles que celles, individuelles des policiers des Nations Unies ainsi que, les missions prévôtales auprès des contingents militaires déployés sur les théâtres extérieurs comme les unités constituées de Police des Nations Unies.

Zoom sur certaines unités clés

C'est une réforme bien pensée. Les unités de la Police républicaine, celles existantes et celles nouvellement créées font preuve d'une grande efficacité sur le terrain. Grâce à leur autonomie de fonctionnement, elles n'hésitent pas à faire preuve d'un pragmatisme assez rare. C'est le cas de la brigade cynophile qui était une unité mixte est devenue une unité à part entière avec l'avènement de la police républicaine. Cette unité vient s'ajouter à l'office central de répression de la cybercriminalité (OCRC) dans la lutte contre la cybercriminalité et le terrorisme. Avec l'avènement de l'OCRC, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre sur l'enquête policière au Bénin qu'on croyait ensevelie. Mais par miracle, ses vestiges se retrouvent à l'OCRC. Aujourd'hui, on assiste à une reconversion forcée dans les rangs des cybercriminels régulièrement traqués et poussés dans leur dernier retranchement. Les manœuvres frauduleuses pour soutirer injustement de l'argent chez les pauvres citoyens ont pris du recul.

A côté de l'OCRC, il y a également l'Office central de répression des trafics illicites des drogues et précurseurs (Ocetid) qui s'occupe de la lutte contre le trafic de drogue et des produits stupéfiants. Il se fait l'heureux constat que le Bénin n'est plus une plate tournante du commerce de la drogue et ses colporteurs. Les animateurs ou commerçants indelicats de ce marché noir passent de sales quart d'heures, vu les nouveaux dispositifs sécuritaires mis en place. Avec l'appui technique du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent (Giaba), les actions de l'Ocetid sont davantage perceptibles



sur le terrain. Il faut également citer la Brigade économique et financière (BEF) qui aujourd'hui traque les fonctionnaires indelicats. Les nombreuses interpellations de ceux qui se sont illustrés négativement dans la mauvaise manipulation des deniers publics sonnent petit-à-petit le glas de la corruption et l'impunité dans le pays. La Cellule nationale de traitement des informations financières (Centif) joue aussi un rôle important dans cette bataille contre les larcins publics.

Autre chose, la création des 4 zones des Crs à Cotonou, Dassa, Parakou et Porto novo, des unités spécialisées de surveillance des frontières, du groupement d'intervention de la police républicaine, un corps d'élite, sont autant d'initiatives qui font désormais du Bénin, un pays sécurisé et sans risque pour des investissements rentables.

De grands acquis et des attentes comblées

La Police Républicaine sortie des entrailles du gouvernement de la Rupture a déclaré une guerre implacable contre les divorcés sociaux qui ont perdu le sommeil. Plus de trois ans après cette fusion de la police et de la gendarmerie, les fruits sont en passe de tenir la promesse des fleurs. L'insécurité est en voie d'être conjuguée au passé avec l'avènement de la police Républicaine. Les deux forces parlent d'un même langage et regardent dans la même direc-

tion, celle des divorcés sociaux qui sont traqués dans leur dernier retranchement. La police républicaine est venue mettre fin à la rivalité qui existait entre la police et la gendarmerie. Ensemble aujourd'hui, ils sont devenus plus forts. Chaque commissariat est doté d'un budget de fonctionnement qui lui permet d'être autonome. Les rançonnements sont de vieux souvenirs pour les usagers et la police avec l'épithète républicaine qui lui sied comme un gant retrouvé ses lettres de noblesse.

On peut affirmer sans aucun risque de se tromper que le Gouvernement de la Rupture qui a pensé à la fusion des deux forces a atteint ses objectifs sur le plan sécuritaire. Elle a d'ailleurs joué un très grand rôle dans la lutte contre la pandémie du coronavirus avec l'opération dénommée "CORSAN", en Référence au cordon sanitaire, planifiée et déclenchée par le commandement des Forces de Défense et de Sécurité qui avait permis aux personnels desdites forces, de faire respecter les mesures de riposte prises par le Gouvernement pour contrer la propagation du coronavirus (COVID-19) dans le périmètre de sécurité déterminé pour la cause. Conclusion, la Police républicaine n'a pas été une réforme vaine comme le pensent certaines mauvaises langues. Les résultats sur le terrain parlent d'eux-mêmes. Et c'est à l'actif de toutes ces ressources humaines envoyées au front et dont on ne peut dresser ici un répertoire exhaustif des exploits réalisés.

HOTEL LA CASA Cielo

Hebergement - Chambres - Suites tout Confort
des Salles de Conférences - Salle de Gym
Restaurant - Espace Piscine - Terrasse à Evénementiels
Internet Wifi Haut debit

Quartier Fijrossé Fiyégnon 2 Fin Pavé Plage

Dèrrière l'Aéroport International de Cotonou

Tél: (+229) 21602686 / 67867272 / 67867979

E-mail: reservations@casacielohotel.com

Facebook: CASA CIELO





Affirmation de la légalité républicaine, stabilité des institutions, réformes politiques

Assainissement de la classe politique et clarification du paysage politique

AVANT L'ÉCHÉANCE PRÉSIDENTIELLE DU 11 AVRIL 2021, LE BILAN DE L'HOMME DU 06 AVRIL 2016 EST QUOTIDIENNEMENT ET DIVERSEMMENT APPRÉCIÉ PAR LES POPULATIONS. LE SECOND ENTAMÉ DEPUIS LE 23 MAI DERNIER LAISSE DAVANTAGE MÉDITER SUR LES PERFORMANCES RÉALISÉES EN UN TEMPS RECORD PAR LE PRÉSIDENT PATRICE TALON ET SON GOUVERNEMENT.



C'est un touche à tout. Un dirigeant visionnaire qui privilégie l'action à la réflexion. En attendant la fin de son second mandat constitutionnel, le président Patrice Talon est déjà porté en triomphe. Lui dont les réalisations crèvent l'œil et mettent le Bénin sous les feux de la rampe. Un pays en totale reconstruction et qui subit une métamorphose assez étonnante. Une transformation radicale à tous les niveaux. Un pari gagné à l'avance, vu à quel niveau se trouve la barre du développement. Un saut assez qualitatif qui démontre les qualités managériales d'un dirigeant exceptionnel aussi bien dans ses options de dévelop-

pement que le style présidentiel. Un président qui ose et qui réussit tout ce qu'il entreprend. Sa marque de fabrique : se faire signaler là où on l'attendait le moins. Et oui, c'est à cela que ressemble la gouvernance Talon. Une gouvernance assez classique et originale.

Dans sa politique d'assainissement des villes, la méthode Talon ne court pas les rues. Sans porter atteinte aux droits légitimes de la personne humaine, le chef de l'Etat mène des réformes qui ne manquent pas de sectateurs. Morceaux choisis : Il est aujourd'hui un constat, que dans la ville de Cotonou et ailleurs, les malades mentaux errants se font

désormais rares. Le gouvernement béninois, dans sa politique d'aération de la capitale économique, a récupéré ces personnes à déficience morale en vue d'une prise en charge régulière, avec pour objectif, de les renvoyer dans leurs familles respectives. Les statistiques font état d'une soixantaine de personnes traînant des déficiences et qui ont été réintégrées dans la société. Toutes ces opérations se sont déroulées sans tambour ni trompette. C'est un peu cela la marque Talon. Aussi, chaque jour que Dieu fait, le chef de l'Etat mène des actions qui sortent de l'entendement, comme ce fut le cas aux premières heures

de sa prise de fonction. Patrice Talon, au début de son quinquennat, décide de la création effective des 12 départements. Pendant plus de deux décennies, aucun président de la République n'avait franchi le rubicon. Kandi, Dassa, Pobè, Aplahoué, Djougou et Allada deviennent chefs de départements. Le chef de la rupture avait essuyé certes des critiques. Mais en rapprochant l'État de ses administrés, il est félicité par presque toute l'opinion publique, même les opposants à son régime.

Persévérant et incompris

C'est souvent cela la nature des grands hommes. En voulant être porté en triomphe, le patron de la rupture tranche par son mode de gestion, prend des décisions qui fâchent, des décisions parfois iconoclastes. En début de mandat, il n'est pas ébranlé par ses opposants qui trouvent que la boussole de son quinquennat tarde à être rendu disponible. En décembre 2016, il décide de révéler le Bénin avec son programme d'actions du gouvernement (PAG). La suite, on la connaît. Les populations ont accès à l'eau potable, le délestage sauvage a pris un recul cinglant. Mais Patrice Talon ne supporte pas le cadre de vie peu attrayant de certaines grandes villes. Il leur propose l'asphaltage. Des rues bitumées et pavées voient le jour à Cotonou et à l'intérieur du pays alors qu'un programme de ramassage d'ordures a démarré dans le Grand Nokoué.

Le président de la République a toujours donné l'image de quelqu'un qui ose prendre des décisions, sans craindre d'être impopulaire. On se rappelle encore, comme si c'était hier, de son aveu au magazine international "Jeune Afrique". Déjà en début de mandat, il annule des concours jugés frauduleux par la société civile, des entreprises qualifiées de budgétivores sont liquidées.

Pour autant, le chef de l'État ré-



forme une démocratie qu'il juge pagailleuse. La suite, les observateurs ne sont pas sûrs qu'il y aura plus de dix candidats au scrutin présidentiel dernier. Le nombre de partis politiques a drastiquement diminué. Patrice Talon se fiche qu'on lui oppose que les partis politiques peuvent se créer à la pelle, comme l'a souhaité la conférence nationale des forces vives de février 1990. 31 ans après cette réunion qui a jeté les bases du nouveau démocratique, le Bénin semble en tout cas s'être véritablement lancé dans la dématérialisation de son administration. Le fait paraît banal mais les candidats aux examens de l'année scolaire 2019-2020 ont pu avoir leur résultat sur Internet. Il en est de même pour les demandes de visa et bien d'autres services où vous n'avez plus besoin de voir un commis de l'État. Plus besoin de voir ou presque, un commis de l'État dans la filière coton. Le Bénin en est devenu le premier producteur en Afrique. Si d'aucuns s'interrogent sur ce que l'État gagne dans l'or blanc, les cotonculteurs, eux, se frottent les mains. De même, le Bénin est devenu un pays à revenu intermédiaire. Selon le FMI en avril dernier, après une forte croissance

économique de 7% en 2019, celle-ci devrait chuter à 3,2% cette année, en raison de la Covid-19 et de la fermeture des frontières avec le Nigéria. Selon la Banque mondiale, le taux de pauvreté est de 38,2% en 2020 contre 40,1% en 2015.

Des réalisations qui triomphent de la politique

Il est difficile pour les opposants d'attaquer Patrice Talon dans ses réformes. Ces derniers critiquent parfois sa méthode jugée cavalière. Patrice Talon prendrait l'État comme s'il était encore chef d'entreprise. Les opposants dénoncent des réformes conduites au pas de charge. «Ces réformes n'ont pas donné les résultats que le pays attend, mais des résultats que eux ils attendent», avait déploré un ancien candidat recalé lors de l'élection présidentielle du 11 avril 2021. Dès lors, les procès s'enchaînent. Mais Talon y oppose le développement. Les opposants se contentent ainsi de dénoncer un programme mal exécuté sans une alternative crédible. Un peu comme si Patrice Talon a mis la barre haut, beaucoup trop haut.





Kia
SELTOS



The Power to Surprise



Sous la loupe du porte-parole du gouvernement
Wilfried Léandre Houngbédji

Le hautement social, en roues libres

(Un éventail achalandé de réalisations, des perspectives prometteuses)

A chaque fois qu'il est question d'éclairer les points d'ombre au sujet des questions d'actualité, Wilfried Léandre Houngbédji répond toujours présent et de la plus belle manière. Grand orateur devant Dieu et devant les hommes, un rhétorique des temps modernes, celui qui fait désormais offices de Secrétaire général adjoint et porte-parole du gouvernement est un coutumier de l'exercice de rendre compte.

Continuité des réformes novatrices entamées depuis avril 2016. C'est bien le sens que revêt le second mandat du président Patrice Talon investi à nouveau à la tête de la Magistrature suprême, le 23 mai dernier. 100 jours après ce nouveau contrat social conclu avec le peuple béninois, les actions sociales font renaître l'espoir. La nouvelle mandature entamée par le président Patrice Talon et définie sur l'échéance 2021-2026 s'offre à nouveau beaucoup d'exceptions, à l'image de celle menée de 2016 à 2021. Les actions phares menées au titre de son « mandat hautement social » ont été passées au peigne fin, vendredi 17 septembre 2021, par le secrétaire général adjoint du gouvernement et porte-parole du gouvernement Wilfried Léandre Houngbédji. L'ancien professionnel des médias se retrouve carrément dans son marigot. L'art de convaincre. A chaque fois qu'il se met à l'épreuve, Wilfried Léandre Houngbédji ne s'affole pas. Une affiche une grande sérénité qui dénote de sa parfaite maîtrise des grands sujets d'actualité. Dans un langage pondéré et un style communicationnel assez soigné, Wilfried Léandre Houngbédji parvient à mettre tout le monde au même endroit niveau d'information. Et le constat après un peu plus de 100 jours de la promesse d'un « mandat hautement social » faite par le chef de l'Etat Patrice Talon, lors de son investiture le 23 mai 2021, plusieurs emplois publics ont été

créés et de nombreux chantiers ouverts.

Dressant le répertoire des réalisations tangibles intervenues dans le tournant politique de 2021, ce communicateur avéré et convaincu cite le concours de recrutement de 1600 agents de santé qui a déjà connu un dénouement heureux. En effet, les lauréats sont connus et les formalités de prise de service ont déjà commencé ». A l'occasion de cette conférence de presse co-animée avec le ministre du Cadre de vie et le Développement durable, José Didier Tonato, le porte-parole du gouvernement a abordé un autre programme du secteur de la santé mis en œuvre pour recruter chaque année 350 autres professionnels de santé qui vont bénéficier d'une insertion dans le secteur. Au bout du processus, explique le porte-parole du gouvernement, environ 1600 agents de plus seront recrutés en plus des 3000 agents de santé toutes catégories confondues prévus dans le programme défini sur une durée de trois ans. Dans cet exercice bilan, Léandre Houngbédji fait également observer la création de nouveaux emplois dans le secteur de l'enseignement, notamment le recrutement de 662 aspirants qui vont servir dans les lycées techniques agricoles. De quoi convaincre et rassurer le Secrétaire général adjoint et porte-parole du gouvernement, a donné foi à la volonté du chef de l'État, Patrice Talon, de faire de son second quinquennat (2021-2026), un mandat hautement social. Wilfried Houngbédji note que, les divers emplois publics cités ne prennent pas en compte ceux créés grâce aux divers chantiers ouverts sur tout le territoire national.

Sur un autre des réalisations sociales à l'actif des 100 jours du bilan du mandat Talon II, l'homme du sérail gouvernemental fait observer l'amélioration de l'accès à l'eau potable pour tous les Béninois dont le taux

de desserte a été porté de 40 à 70% entre 2016 et 2020, même 30% des Béninois ne sont pas encore couverts. Selon les explications fournies le secrétaire général adjoint du gouvernement, dès les premiers jours du second mandat de Patrice Talon, un appel d'offres international a été lancé pour la réalisation de 95 systèmes d'adduction d'eau potable en milieu rural. Ce qui permettrait de desservir 1 millions 300 mille personnes en eau potable. Wilfried Léandre Houngbédji donne l'assurance qu'au plus tard à la fin de cette année 2021, les chantiers seront ouverts pour qu'à terme, nos populations concernées aient accès à l'eau potable.

Autre chose, le gouvernement a procédé à l'extension, à d'autres commune, du Projet Assurance pour le renforcement du capital humain (Arch). Les extrêmes pauvres ont été recensés. En ce qui concerne les autres mesures sociales, le secrétaire général adjoint du gouvernement évoque les appuis ont été accordés aux populations victimes des crues et des inondations. Une grande notion de solidarité nationale saluée par Wilfried Léandre Houngbédji. Le gouvernement a volé au secours des populations de 38 des 77 communes touchées à travers une dotation budgétaire octroyée à l'Agence nationale pour la protection civile (Anpc). Il a aussi rappelé le fonds de soutien de deuxième génération dans le cadre de la résilience des entreprises formelles et du secteur informel face aux impacts socio-économiques de la pandémie de Covid-19. A tout ceci, s'ajoute le relogement et l'indemnisation des déplacés de Xwlacodji et Fidjrossè dans le cadre du vaste programme d'aménagement de la cité balnéaire. Autant d'actions menées dans un laps de temps et qui témoignent de la bonne foi du président Patrice Talon d'œuvrer à l'amélioration constante des conditions de vie des populations.

Déjà cent jours du quinquennat 2021-2026

L'He David GNAHOUNGBA implore l'onction divine sur le président Patrice Talon

Il est établi que le pouvoir d'État est d'essence divine, le devoir d'un chrétien, dans un régime de démocratie libérale, est, à défaut d'accompagner le chef de l'État, de ne point être à la base, de participer ou d'encourager une entreprise humaine visant à méconnaître le gouvernement ou à donner dans du nihilisme systématique de ses actions. Au Bénin, le système de la rupture est, résolument, à l'œuvre pour poursuivre la dynamique qui est enclenchée en 2016, après le plébiscite du candidat Patrice Talon, à l'issue de la présidentielle de 2021 et, cent jours après l'investiture dans la capitale administrative, il apparaît des preuves évidentes et des réalisations probantes qui autorisent à décerner un réel satisfecit au premier de tous les béninois et qui obligent, moralement, à en appeler à l'onction divine aux fins de veiller sur tous les dirigeants du Bénin. C'est du moins la conviction de l'honorable David GBAHOUNGBA. Pour le leader politique confirmé de la 12e circonscription électorale, ainsi que l'Éternel a su si bien le faire depuis 2016, dans une convergence intégrale et parfaite de toutes les énergies positives, sous les effets conjugués des prières des uns et des autres, la lumière divine éclairera toutes les heureuses initiatives qui concourent à l'épanouissement des populations et donc au développement de la nation béninoise toute entière. Au chef de file de la dynamique de réconciliation, pour la renaissance du Bloc Républicain (BR) de convier tous les acteurs politiques au réalisme et à l'abnégation aux côtés du peuple souverain. Pour l' élu du peuple, déjà cent jours, pour le compte du mandat présidentiel 2021-2026 et, au regard de la poursuite des grands chantiers de développement et de la continuation des réformes politiques, économiques et sociales, l'on peut se



féliciter des prouesses réalisées et des réalisations des infrastructures qui sont achevées et celles dont les travaux se trouvent considérablement avancés, présager de très bons résultats pour la suite de la mandature en cours. Pour la réussite éclatante du mandat présidentiel en cours, l'homme fort de Dogbo et régions invite le corps du Christ à continuer les implorations, à intensifier les prières en faveur des autorités supérieures, afin que toutes les initiatives soient couronnées de succès. Par la même occasion, le député de la grande famille du cheval gagnant exhorte toutes les militantes et tous militants du Bloc Républicain (BR) à redoubler

d'ardeur et à faire preuve d'abnégation pour donner au parti la place qui lui revient sur l'échiquier politique national, à l'issue des imminentes consultations électorales. Il importe, pour l'atteinte de cet ultime objectif, que tous les dirigeants s'engagent, aux côtés des militants à la base, des chefs de partis et de mouvements, pour l'effectivité de la réconciliation au sein du Bloc Républicain (BR). Car, termine l' élu du peuple, dans la diversité et toujours sous le contrôle de l'insondable, réconcilié avec lui-même, le BR renaîtra de ses cendres, pour mieux accompagner le président Patrice Talon pour faire du Bénin une nation développée et prospère.

Compétences au service de l'administration douanière

Marcellin Laourou : une histoire qui s'écrit en lettres d'or



Les générations se succèdent, mais ne se ressemblent pas. Celle à laquelle appartient Marcellin Laourou mérite qu'on la raconte pour la postérité. Nous parlons ici de dévouement au service de la République. A ce niveau, le Lieutenant-Colonel, Marcellin Laourou se distingue, de par sa compétence et son professionnalisme. Le Secrétaire général du Syndicat des douanes du Bénin (Sydob) est un personnage méthodique qui donne sens à la mission d'État.

Cet officier supérieur des douanes ne rate aucune occasion lorsqu'il est question d'évoquer les gros défis de mobilisation de recettes au profit du trésor public. Sa grande maîtrise des dossiers relatifs aux formalités douanières ainsi que les infractions y afférentes fait de lui un cadre d'une autre dimension intellectuelle. On se rappelle encore, comme si c'était hier, de son brillant exposé sur le thème : « La douane béninoise face à la contrebande » où l'homme a étalé sa parfaite maîtrise des circuits frauduleux visant à contourner le fisc béninois. Il avait décrit un secteur bien organisé avant de proposer des approches de solutions pour faire reculer les frontières de ces manœuvres dolosives et frauduleuses. Des exploits réalisés aujourd'hui et qu'il met sous le compte des réformes courageuses entreprises par le président Patrice Talon et dont les résultats sont perceptibles sur le terrain.

A chaque sortie médiatique, le Chef Sir Atlantique-Littoral réussit toujours à convaincre grâce à ses raisonnements pointus et ses arguments soutenus. Très attaché à la déontologie douanière et la législation qui entoure le commerce au Bénin, il évoque les faits avec une rectitude rare. D'ailleurs, qui mieux que lui pourrait parler des infractions douanières et les dispositions prises par les pouvoirs publics au plan national pour enrayer systématiquement ces fléaux rebelles qui prennent en otage l'économie béninoise ?

Souvent mandaté par la hiérarchie douanière pour décortiquer ces sujets sensibles, Marcellin Laourou se montre toujours magistral. Avec un langage digne d'un cadre véritablement moulé dans les lexiques juri-

diques du droit du commerce international, ce haut fonctionnaire de l'administration douanière expose, avec force détails, les conséquences dramatiques, aussi bien sur l'économie, que sur la santé des paisibles populations, de la contrebande qui reste une infraction punie par la loi. L'homme qu'on ne présente plus déjoue les pronostics et confond ses détracteurs.

A lui, nous devons la démarcation entre la fraude douanière et les contrebandes. La fraude vue comme une disposition ou une tentative visant à brûler certaines étapes du contrôle douanier lors du dédouanement de la marchandise et la contrebande, une volonté manifeste de contourner le fisc à travers l'introduction frauduleuse de marchandises sur le territoire. Dès lors, si la contrebande relève d'un délit ou d'une infraction grave, la fraude, quant à elle, peut-être considérée comme une contravention, c'est-à-dire, une faute qu'on pourrait qualifier de mineur.

En sa qualité de responsable du Service de lutte contre la fraude, le Lieutenant-Colonel, Marcellin Laourou est tout simplement un grand connaisseur, disons une bibliothèque vivante des questions liées à l'administration douanière. De lui, nous en savons davantage sur les marchandises déclarées de prohibition absolue comme la drogue et celles qui nécessitent des réglementations formelles telles que l'essence frelatée et les faux médicaments. Le lexique douanier s'est également enrichi avec lui au sujet des transmetteurs d'avis qui sont comme des agents de renseignements et qui sont pour la plupart des agents douaniers, contrairement aux Klébés qui n'ont aucune formation en la matière mais qui sont souvent sollicités dans le cadre de quelques actions courantes. Marcellin Laourou a également enseigné que la mission première de l'agent douanier n'a jamais été de tuer, allusion faite aux bavures douanières, mais plutôt de voir les contrebandiers se conformer aux législations en vigueur en optant pour la transaction en lieu et place d'un bras de fer susceptible de déboucher sur une course poursuite contre la montre.

Une promotion méritée

C'est une récompense bien méritée. Il est désormais Inspecteur de première classe depuis le 1er avril 2016, soit l'équivalent de Lieutenant colonel. Tout le monde tombe d'accord sur cette promotion légitime dont la République a gratifié l'inspecteur des douanes, Marcellin Laourou. Un cadre dont les compétences ne sont plus à démontrer. A voir son parcours professionnel assez dense, ce fonctionnaire accompli mérite cet avancement au grade. Ce qu'a décidé le dé-

cret en date du 28 juillet 2021. Il fait ainsi partie des 38 nouveaux inspecteurs promus depuis le 31 décembre 2020 et qui peuvent, dès à présent, se glorifier de leur nouveau statut pour leur disponibilité au service de la République. Celui qui fait office de Chef Service d'intervention Rapide du département du Littoral est un cadre rompu à la tâche. Plusieurs fois, on l'a vu à l'œuvre, réussir avec brio et dextérité, les missions d'État là où d'aucuns s'y attendaient le moins. Partout où il a traîné ses compétences, le désormais Inspecteur de première classe, Marcellin Laourou y a laissé des empreintes indélébiles. Lui qui affiche au quotidien la même ardeur à servir la nation avec foi, abnégation et dévouement. Avec cette reconnaissance du travail bien fait, c'est une nouvelle aventure qui commence en matière de rendement professionnel. Le Lieutenant-colonel voit cette élévation de grade comme un aiguillon moral pour plus de performances. Lui qui était déjà un véritable insatiable, lorsqu'il s'agit de relever les gros défis de développement économique.

Irrésistible aux manoeuvre de démobilisation

Comme un roseau qui plie, mais ne rompt pas, le Lieutenant-colonel Marcellin Laourou résiste aux attaques perfides et infondées. La campagne de démobilisation engagée contre le Chef Service d'intervention Rapide de l'Atlantique-Littoral ne vise qu'un seul objectif : détourner ce citoyen accompli de ses objectifs. Mais la manoeuvre est encore

loin d'aboutir, puisque ses détracteurs ont encore du pain sur la planche. Cette longue cabale médiatique lancée à dessein pour salir la réputation de marque d'un cadre dévoué à la cause de la République est loin de prospérer. Et pour cause, ce fonctionnaire de l'administration douanière, intègre et compétent ne cesse de prouver à la face du monde, qu'il mérite la confiance des pouvoirs publics. Et c'est bien ce qui gêne au point où l'inspecteur des douanes est devenu la risée de vils individus en mal de sensations fortes et qui pensent, à travers leur sale besogne, jeter du discrédit sur l'engagement citoyen d'un digne fils de la République. Pour quelle fin ? Seuls les auteurs de ces manoeuvres indignes et révolues sauront répondre à cette question. Toujours est-il qu'ils ne sont pas perçus comme une menace pour le Lieutenant-colonel, Marcellin Laourou qui est plus que jamais concentré sur sa détermination à se mettre au service de la République, mieux encore l'administration douanière où il a pu laisser des empreintes indélébiles. Comme quoi, le chien aboie, la caravane passe. Aux méchants et anthropophages, de déposer tout simplement les armes.

Diplomatie béninoise

Nouvelle forme de gouvernance à la tête du pays depuis la transition politique d'avril 2016. Le régime de la Rupture emmené par le président Patrice Talon ouvre plusieurs fronts de développement tout en mettant un point d'honneur à la restauration de la fonction présidentielle.

« ... Je ferai de son mandat, une exigence morale en exerçant le pouvoir d'Etat avec dignité et simplicité... », «... Je m'acquitterai de mes devoirs de Président de la République avec humilité, abnégation et sacrifice pour le bien-être de tous. De la nation, je garderai toujours présent à l'esprit la conviction qu'elle est une et indivisible, étant persuadé que notre pays ne sera fort que s'il reste uni. » Voilà quelques propos forts, sous forme d'engagement, prononcés par le président Patrice Talon lors de sa prestation de serment le 06 avril 2016 à Porto-Novo. Un serment renouvelé à l'occasion du scrutin présidentiel du 11 avril dernier. Dès lors, la transition politique d'avril 2016, consécutive à l'installation du gouvernement de la rupture engage le Bénin dans la " Perestroïka " et la " Glasnost ". Référence aux changements qualitatifs intervenus en Russie, ex-Union-Soviétique, sous le leadership éclairé de l'ex-président, Michaël Gorbatchev. Comme annoncé dans son projet de société approuvé par la majorité des Béninois, le président Patrice Talon engage le Bénin dans la voie d'un développement durable. Les réformes s'enchaînent à une vitesse de croisière. Tous les secteurs d'activités font l'objet d'une attention particulière. Sans tambours ni trompettes, le régime du Nouveau Départ entame les réformes, conformément aux aspirations populaires. La gouvernance politique, économique et sociale en cours dans le pays depuis le 06 avril 2016 a radicalement changé l'image écornure du Bénin dans les années précédentes. Le nouveau management imprimé au

La rationalisation pour plus d'efficacité



niveau de la gestion du pouvoir d'Etat s'offre une originalité à nulle autre pareille. Une gestion, somme toute, classique et qui vise fondamentalement à dresser le boulevard de la prospérité partagée. Et déjà, les actions menées par le réformateur Patrice Talon après plus de cinq ans de gestion du pouvoir d'Etat résonnent, tel un tambour, dans les parois de la communauté internationale. La nouvelle saison des réformes sous le régime de la Rupture se pare d'une résonance particulière.

Celui qui a opté pour la gouvernance dans la discrétion est en train d'indiquer une nouvelle voie en matière de gestion de pouvoir d'Etat. Convaincu de ce que l'œuvre du développement peut s'opérer en marge du carcan médiatique ou dans un charivari indescriptible, le président Patrice Talon engage

une diplomatie offensive pour vendre la destination Bénin. Que ce soit lors de ses voyages d'amitié et de travail avec ses homologues d'Afrique et du monde ou ses participations aux assises internationales sur les enjeux de développement, celui qu'on ne prédestinait pas à l'exercice de la fonction présidentielle se transcende et surprend agréablement ses détracteurs.

Vers l'El Dorado tant rêver par les populations

« Je voudrais qu'à la fin de mon mandat, les Béninois me portent en triomphe ». Des années après cette profession de foi lancée sous forme de défi, il se fait aujourd'hui l'heureux constat que le Bénin a radicalement changé de vi-

sage. Les nouvelles options de développement définies au sommet de l'Etat s'offrent une originalité à nulle autre pareille. Après l'euphorie observée au lendemain de la transition politique d'avril 2016 et ayant consacré la victoire du candidat de la rupture, le président Patrice Talon n'a pas mis du temps pour se mettre en vedette. Tant il est décidé à soigner l'image écornée du Bénin devenu un pays sinistré à tous les niveaux. La tâche est immense. Mais avec courage et détermination, le compétiteur né s'est mis à l'œuvre. Avec foi et conviction, il ouvre de grands chantiers. Des chantiers qui n'ont pas permis à ses prédécesseurs de trancher sur des questions assez cruciales. A l'opposé donc de ceux qui l'ont précédés dans la gestion du pouvoir d'Etat, le président Patrice Talon prend des décisions courageuses, quid à être impopulaire. Il travaille comme s'il devrait quitter le pouvoir demain. Une démarche assez rare dans les pratiques des dirigeants politiques. Le style présidentiel de l'actuel locataire de la Marina ne court pas les rues. Talon n'est pas du genre à faire dans le populisme. C'est un personnage pragmatique. A plusieurs occasions, il l'a prouvé. Il a horreur de la politique du grand bruit. Depuis qu'il est à la tête de la Magistrature suprême, il a pris des décisions que le commun des mortels ne s'y attendait pas. Et la première grande réforme qui restera dans la mémoire collective des populations est incontestablement les chefs lieux des départements. On s'attendait même à ce qu'il privilégie sa région natale, Ouidah. Mais en homme averti, le chef de l'Etat avait déjoué les pronostics. Il a surpris plus d'uns. Les petites tensions soulevées par cette décision ont été très tôt rangées. Tant le chef de l'Etat a usé de la diplomatie pour expliquer le bien fondé de sa décision. Et depuis, tout est rangé dans l'ordre.

Amélioration du cadre de vie

Après cette décision courageuse, le locataire de la Marina entame un autre défi : celui de la libération des espaces publics. A ce niveau également, d'au-

cuns avaient annoncé des soulèvements populaires. Mais aujourd'hui, on se rend compte que la ville de Cotonou et environs est très aérée. L'opération de libération des espaces publics n'a pas rencontré de résistance comme les mauvaises langues l'ont prédit. Les Caterpillar et autres engins lourds sont passés sans que personne ne bronche. Sous la supervision des préfets dont les administrations territoriales sont concernées, l'opération a été conduite avec grand succès et même parfois avec la participation active des populations dont certaines ont compris très tôt l'importance de l'opération en libérant par elles-mêmes les terres pleines centraux. Ces constructions de fortune qui servaient de refuge aux hors-la-loi ont été judicieusement détruites. La ville de Cotonou est libérée de ces encombrements qui sont à la base de nombreux drames sociaux.

Fin du délestage sauvage

L'autre volet sur lequel on attendait moins le gouvernement de la Rupture est bien évidemment la question de l'énergie électrique. Depuis l'avènement de la Rupture, on peut faire l'heureux constat que le délestage a reculé d'un cran. Le chef de l'Etat a trouvé la parade idoine pour garantir aux Béninois l'énergie électrique en permanence. Aujourd'hui, l'économie nationale tourne à plein temps. Le gouvernement en place a consenti de gros moyens financiers pour offrir aux populations cette denrée qui se faisait très rare par le passé. Les longues coupures de courant sont de lointains souvenirs et l'opinion publique s'accorde à reconnaître qu'on ne peut rien reprocher au président Patrice Talon à ce niveau. Tant l'autonomie énergétique se consolide grâce aux projets innovants dont est porteur le président Patrice Talon. Dans sa politique énergétique, le gouvernement de la rupture a entamé la construction de 2000 mètres de lignes électriques dans le village de Awaya (Dassa-Zoumé); la construction d'une centrale thermique de 120 MW implantée à Maria Gléta; la construction des travaux d'électrification sur

4.55km au quartier yamadjako, 3ème arrondissement de Ouidah.

Recul de l'insécurité

Par ailleurs, la question de la sécurité tient à cœur au président Patrice Talon. La libre circulation des personnes et des biens est une réalité évidente sous le Nouveau départ. Les braquages mains armées, vols, criminalité, etc, ne sont plus d'actualité. Les frontières de l'insécurité ont été systématiquement réduites. Avec l'avènement de la Police républicaine, la hiérarchie décisionnelle est à sens unique. Avant les ordres venaient de partout. Tout le monde est chef au point où il était difficile aux hommes en uniforme d'agir promptement. Les voix étaient donc discordantes. Le président Patrice Talon a réussi à trouver la formule idéale pour permettre aux forces de sécurité et de défense de se mettre constamment au service de la République. Constat, les malfrats et autres divorcés sociaux sont poussés dans leur dernier retranchement. On assiste à une reconversion totale dans les rangs des hors-la-loi qui ont compris qu'ils pourraient faire autre chose pour gagner leur vie. Le niveau d'alerte de la sécurité au Bénin est si dense que ce serait un risque de vouloir troubler la quiétude des populations. Avec l'avènement de la Police Républicaine, tout est rentré dans l'ordre.

Bonne gouvernance et fin du règne de l'impunité

Comment parler des réformes entreprises depuis avril 2016 sans évoquer la question cruciale de la corruption. A ce niveau également, le phénomène a connu une tendance baissière. L'état des lieux augure d'un lendemain meilleur en ce qui concerne l'éradication de ces fléaux rebelles. Plus rien ne peut arrêter la détermination et le courage du chef de l'Etat à décourager ceux qui s'illustrent dans la mauvaise manipulation des ressources financières de la nation. En effet, la Brigade économique et financière a eu beaucoup



de clients, ces dernières années. Des cadres indélicats qui ont commis des impairs de gouvernance sont contraints d'aller justifier leur forfaiture. Ce que le Bénin a gagné suite à la lutte contre la corruption est énorme. Nombreux sont ces larcins publics qui ont rendu gorge. Le règne de l'impunité relève désormais d'un passé lointain, vu les mésaventures que subissent certains cadres qui ne résistent pas aux gigantesques pots-de-vin à eux tendus. L'autre défi à mettre à l'actif du gouvernement de la Rupture est sans aucun doute la réforme administrative. Les manœuvres dolosives qui avaient cours dans l'administration et qui privent le trésor public de ressources financières adéquates, sont systématiquement bannies. Nombreux sont aujourd'hui les cadres qui ont peur de s'illustrer négativement dans la mauvaise manipulation des deniers publics. Le service public s'offre une certaine originalité. Les fonctionnaires de l'administration sont disciplinés et poussés vers l'excellence. La gabegie, le laisser-aller, le favoritisme, l'inconscience professionnelle et le mythe de la personnalité ne sont plus les choses les mieux partagées. En optant pour une application stricte de l'article 35 de la constitution du 11 décembre 1990 qui stipule : « Les citoyens

chargés d'une fonction publique ou élus à une fonction politique ont le devoir de l'accomplir avec conscience, compétence, probité, dévouement et loyauté dans l'intérêt et le respect du bien commun prévues par la loi. », le président Patrice Talon engage la République vers un horizon plus promoteur. La tendance est à la compétence, le savoir-faire et le savoir-vivre, c'est-à-dire, la gestion axée sur les résultats (GAR). Des vertus qui ont entre temps déserté le forum. Et quand on se fait appeler "compétiteur né", rien ne vous résiste. Qui pourrait croire au recul cinglant de la fronde sociale au Bénin ? Il faut s'appeler Patrice Talon pour réaliser cet exploit. Les revendications des travailleurs dans tous les secteurs font l'objet d'une attention particulière. Tant le président de la République a été très diplomatique pour convaincre les partenaires sociaux de l'urgence de viser la nation avant tout. Sans grands discours, le premier Magistrat de la nation a obtenu l'accord de principe des responsables syndicaux qui ont déposé à tour de rôle les armes. Ils ont compris que le patriotisme doit primer sur toute autre considération. Cela n'était pas possible, s'il n'avait pas en face d'eux, un président très ouvert au dialogue et qui s'est utilisé les mots justes pour faire entendre raison. Là où

ses prédécesseurs étaient obligés de tempêter et même contraints de mettre le trésor public à contribution avant de voir céder les partenaires sociaux, le président Patrice Talon a tout simplement usé de son intelligence pour obtenir gain de cause.

Croisade contre les faux médicaments

Pour rester toujours dans le registre des travaux d'hercule réalisés en un temps record par l'actuel locataire de la Marina, il serait difficile de passer sous silence la croisade contre les faux médicaments. A ce niveau, le président Patrice Talon a laissé des empreintes indélébiles, tant le sujet est sensible et concerne avant tout la vie des populations. L'histoire retiendra que c'est sous son règne qu'une véritable lutte a été menée contre les faux médicaments. Ici encore, c'est sans bruit ni tapage que le combat a été mené avec grand succès. La destruction du grand marché d'Adjégonley au marché Dantokpa avec, dans la foulée, l'interpellation des grossistes-répartiteurs a sonné le glas de ce secteur informel qui a connu une animation à nulle autre pareille. Or, il était difficile de prévoir une issue aussi facile de la croisade contre les faux médica-

ments, vu les acteurs qui interviennent. De grands fortunés qui, jusqu'à la veille du déclenchement de l'opération Pan-gea 9, étaient considérés comme des intouchables de la République. Mais le président Patrice Talon a prouvé à la face du monde qu'il est vraiment un compétiteur né.

Production record du coton

Dans cet exercice bilan, ce serait une erreur monumentale de ne pas évoquer la production record du coton. Cette performance était attendue depuis bien des années. Il a fallu l'avènement de la Rupture pour que cela soit possible. La production record du coton est aujourd'hui une réalité effective. Ceci grâce au management du président de la République qui a su mettre tous les moyens à contribution pour que la barre des 500 mille tonnes soit atteinte. Jamais par le passé, le Bénin n'a jamais réalisé une telle performance. Avec les instructions données aux responsables de l'association interprofessionnelle de coton, l'or blanc amorce une nouvelle dynamique. Le coton béninois sort complètement la tête de l'eau. Tant les soins à lui apportés par le gouvernement béninois ont porté leurs fruits. Autre défi, le programme de diversification agricole suit son cours. Toutes les filières connaissent une animation à nulle autre pareille. Les productions annuelles concurrencent dangereusement les grands pays agricoles.

Lutte contre l'essence frelatée

A ces différents défis, s'ajoute la lutte contre l'essence frelatée. C'est tout simplement le graal, l'apothéose des réformes. Qui l'eut cru ? C'est ce qui manquait pour faire disparaître totalement la vente de l'essence frelatée au Bénin. Le nouveau code pénal voté à l'Assemblée nationale reconnaît la vente de l'essence frelatée comme une infraction. A ce titre, tout contrevenant à ces dispositions encourt de lourdes sanctions qui pourraient déboucher sur



des poursuites judiciaires. Aucun chef d'Etat n'a eu le courage de prendre une telle décision, tant cela pourrait épié-ter sur leur cote de popularité. Mais Talon a pris ce risque énorme. Il travaille au nom de l'intérêt supérieur de la nation. Visiblement, le président Patrice Talon est l'homme des exploits. C'est l'un des rares chefs d'Etat qui a pris des décisions courageuses et qui n'ont pas suscité de grands remous au sein de la population.

Assainissement des finances publiques et restructuration des équilibres macroéconomiques

L'économie béninoise reste l'une des plus prospères de la sous-région ouest-africaine. La restructuration des équilibres macroéconomiques, avec, à la clé, l'assainissement des finances publiques ouvrent de nouvelles perspectives de développement à la nation. Grace aux réformes courageuses, notamment en ce qui concerne le climat des investissements, il est à noter aujourd'hui que les indices sont au vert. Les performances enregistrées dans ce domaine suscitent respect et admiration et placent le Bénin dans le cercle très fermé des pays économiquement prospères. L'impulsion d'une dynamique de rationalisation des dépenses publiques renforce les capacités économiques de l'Etat central qui répond mieux aux dé-

fis de développement des laborieuses populations. En se dotant d'un document de Politique nationale de promotion des investissements privés pour la période 2019-2025, le gouvernement béninois s'offre une boussole pour ouvrir des perspectives heureuses à la nation. Ladite Politique est élaborée pour donner une plus grande cohérence aux actions d'investissement, Par la même occasion, elle vise à assurer une bonne exécution ainsi qu'une meilleure coordination des projets/programmes sur la période considérée.

Réformes politiques et institutionnelles

Au plan politique, la reconfiguration du paysage politique est devenue une réalité avec le vote de la loi N° 2018-17 du 09 septembre 2018 portant charte des partis politiques et celle N° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin. Il a fallu attendre la transition politique d'avril 2016 pour que ce besoin exprimé par l'ensemble des Béninois depuis des décennies puisse être traduit en acte. Et l'histoire retiendra que c'est sous le mandat du président Patrice Talon que le Bénin a fait ce bond démocratique qui inspire déjà d'autres pays. En effet, c'est connu de tous que la transhumance politique est un fait réel au Bénin. Avec plus de 200 partis politiques, l'animation politique au Bénin reste

problématique. La réforme du système partisan est aujourd'hui constitutionnalisée et devient une réalité au Bénin. Cette nouvelle disposition témoigne clairement de la volonté du législateur de mettre fin à la pagaille et de nettoyer l'écurie d'Augias pour un système partisan fort, efficace et crédible et qui rehausse la démocratie béninoise, comme cela a été le cas aux Etats-Unis avec seulement deux partis à savoir le parti Républicain et le parti Démocrate. Sur un autre registre, notamment les réformes institutionnelles, le président Patrice Talon a déjà laissé des empreintes indélébiles. Aujourd'hui, il se fait l'heureux constat que l'administration béninoise fonctionne à plein temps. Désormais, pour détourner l'argent du contribuable, il faut regarder à gauche et à droite pour ne pas devenir un client de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet). Les éléphants blancs relèvent désormais du passé, en tout cas, pour les initiatives du régime en place. L'enfant du pauvre peut oser aller composer pour un concours d'État et être sûr de réussir parce que compétant, méritant. Le citoyen qui voit désormais le policier comme un protecteur et non un racketteur. Le nouveau code électoral ainsi que la nouvelle charte des partis politiques ont induit comme conséquence, un changement radical des pratiques politiques en République du Bénin. Sur le plan législatif, le bilan est plutôt productif. De nombreuses lois ont été votées par le législateur. On retient notamment sur ce plan, la loi restrictive du droit de grève aux travailleurs des secteurs de l'enseignement, de la justice et de la santé. La spirale des grèves perlées et des débrayages fantaisistes dans ces domaines stratégiques est définitivement enrayerée.

Le social

On a comme impression que rien ne marche à ce niveau. Mais au fond, le gouvernement béninois fait des percées remarquables au plan social. La finance digitale est une réalité et a déjà impacté des milliers de femmes dans

différentes régions du pays. Cette nouvelle monture de microcrédit aux plus pauvres a induit la création de plus de 10000 emplois. Conformément au volet III du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) consacré à l'amélioration des conditions de vie des populations, le président Patrice Talon et son gouvernement densifient les actions sociales. Aujourd'hui, le renforcement des services sociaux de base et la protection sociale est plus qu'une réalité évidente. Le projet Arch ; la construction d'un hôpital de référence à Abomey-Calavi, la construction d'infrastructures marchandes, les microcrédits aux plus pauvres, la création des cantines scolaires, etc, sont autant de défis réalisés en un temps record par le grand architecte de développement, Patrice Talon. En faisant l'option des agrégats économiques, le gouvernement de la Rupture engage le Bénin dans la voie d'un développement durable. Dans ce cadre, le Gouvernement a opté pour une amélioration significative des conditions de vie des populations les plus vulnérables et la réduction des inégalités sociales, à travers des réponses concrètes : La protection sociale pour tous et une prise en charge des groupes vulnérables, enfants, handicapés et personnes âgées. La mise en place dans toutes les localités d'infrastructures et d'équipements socio-économiques répondant aussi bien aux besoins essentiels de base qu'au développement d'activités économiques (eau, santé, assainissement, électricité) change constamment le quotidien des populations.

Le nouveau système de protection sociale prend appui sur un système de santé réorganisé et un mécanisme intégré de génération de revenus prenant en compte la formation continue, l'entrepreneuriat, l'octroi de microcrédits (professionnalisés). Les couches cibles de ces dispositifs sont les artisans, les commerçants, les agriculteurs, les artistes, les transporteurs, les jeunes et les femmes. Egalement à l'actif du volet social du gouvernement de la Rupture, l'opération de Recensement administratif à vocation d'identification de la population (Ravip) devant déboucher sur

la carte d'identité biométrique, la distribution gratuite des souches et actes de naissance, des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action, sans oublier les micro-finances Alafia, etc.

Projet asphaltage et densification du réseau routier

Le projet asphaltage vise à donner une cure de modernité à nos villes. Plus de 900 milliards de nos francs sont dépensés dans cet ambitieux projet du Programme d'actions du Gouvernement (Pag). Convaincu de ce que la route du développement passe par le développement de la route, le Président Talon ne lésine pas sur les moyens pour lancer de grands chantiers dans le cadre de la densification du réseau routier national. En dehors du grand projet asphaltage qui prend en compte 44 rues à bitumer et paver démarré depuis mars 2018, les infrastructures routières sous la Rupture vont à une vitesse de croisière. A la manœuvre, le président Patrice Talon, grand architecte de développement de son temps. Les travaux d'aménagement et de bitumage de la route Cococodji-Hevie-Ouedo-Calavi-Kpota en double voie ; l'aménagement et le bitumage de la voie Zagnanado-Baname-Paouignan ; l'aménagement et le bitumage de la voie Covè-Banamé ; le pavage de l'axe Ceg Vedoko-carrefour Zézounme-Sainte-Rita et pavage axe von Funai-Fifadji; pavage von lapin-Pavé Sainte-Rita; le bitumage de l'axe Womey-Pharmacie concorde, pont y compris; l'aménagement et le bitumage de la voie Porto-Novo-Misérété-Ketou; le bitumage de l'axe Natitingou-Boukoumbe-Korontiere; le bitumage de l'axe Djougou-Pehunco-Banikoara; la construction en BOT de l'aéroport de Glo dont les travaux d'enquête sont achevés; le bitumage de la route Pobe-Adja Ouèrè-Ouinhi; la construction du pont reliant Tovègbamè Adjohoun; le pavage trafic local échangeur Godomey-Pahou dont les études en cours; le bitumage des ruelles anciennes maison de la radio, travaux confiés aux Génie militaires.

Actu Magasine

Autres actions pêle-mêle à l'actif du régime du Nouveau Départ, l'aménagement et le bitumage de la voie Missessinto-Zinvié- Sèdjèdénou-zê; la relance du Bitumage de la voie Bétérou- Tchaourou-frontière Nigeria; la construction d'un pont de 140 m qui traverse le fleuve OKPARA; le renforcement et le redimensionnement de la route RNIE Akassato Bohicon; l'aménagement et bitumage de l'axe Lokossa-Glazoué, la construction route de la Traversée urbaine et contournement Parakou, la construction en R+1 du siège de l'agence de réhabilitation de la cité historique d'Abomey, sans oublier le financement bouclé et le démarrage effectif le 20 février du bitumage de la voie: Lokossa- Dèvê-Aplahoue, Klouekanmey Agbangnizoun, Toffô-Lalo, Agbangnizoun- Lalo.

En cours de réception, la réhabilitation des centrales thermiques dans la ville de Natitingou, Parakou et Porto novo. La liste est longue. Lentement mais sûrement, le Bénin amorce sa marche ascendante vers le progrès.

Sport

Sur un autre volet, le gouvernement s'emploie à faire du sport un véritable outil de développement humain, social et économique. Les actions engagées dans ce sens se résument aux subventions régulières accordées aux fédérations sportives, les soirées de récompenses à l'intention des meilleurs athlètes, la création des classes sportives pour détecter les talents, la création des stades omnisports dans les 77 communes du Bénin et la liste n'est pas exhaustive. Dans toutes les disciplines, le Bénin fait forte sensation, avec à la clé, de nombreuses médailles. La résolution de la crise dans la famille du football, œuvre du jeune ministre Oswald Homéky, ouvre de nouvelles perspectives au sport roi. En témoigne la qualification historique du Bénin en quart de finale d'une coupe d'Afrique des Nations. Fruit de la grande entente entre la Fédération béninoise de football et le ministère de tutelle. Comment oublier la culture et le tourisme qui, eux aussi



se révèlent sous la Rupture.

Diplomatie

La carte diplomatique du Bénin rayonne de mille éclats depuis l'avènement de la Rupture. Fortement décriée aux premières heures, la diplomatie béninoise fait aujourd'hui forte sensation et s'impose comme l'une des plus originales de la sous-région ouest-africaine et même du continent. Fort de ses qualités d'homme d'action et de manager avéré, le président Patrice Talon a placé le Bénin sous les feux de la rampe. Tout à commencer par la visite au Bénin, de la Présidente de la Confédération Suisse, Doris Leuthard. Dès lors, le chef de l'Etat multiplie les rencontres à l'international pour vendre la destination Bénin. L'homme s'est rendu plusieurs fois à l'Elysée pour réchauffer les relations séculaires entre la métropole et l'ancienne colonie en vue d'une réalisation efficiente du PAG. Le coup de Pocket a été la restitution des biens culturels du Bénin négociée et obtenue par le compétiteur né.

Ensuite, celui à qui on reprochait de n'avoir pas une carte d'adresse impressionnante en matière de diplomatie se dirige vers l'Asie et le Monde arabe. Conséquence, de nombreux projets de développement ont été financés par ces partenaires qui ont donné foi aux ambitions de développement dont est porteur le numéro 1 béninois. Dans la foulée, le chef de l'Etat s'est rendu au Vatican sur invitation du Souverain Pontife. Par la même occasion, il prend part aux rencontres internationales pour donner sa vision sur les options de développement qui s'imposent de nos

jours.

Des grands décideurs politiques du monde, aux institutions financières internationales en passant par les grands lobbyings, le Bénin se repositionne dans la géopolitique internationale. Le coup de grâce viendra de son brillant exposé sur le Développement durable et soutenabilité de la dette où le président Patrice Talon a étalé toute sa maîtrise des milieux financiers internationaux, donnant ainsi une leçon économique à ses pairs africains et aux décideurs économiques du monde entier. Depuis lors, il devient un modèle pour les dirigeants africains pour son courtage et sa bravoure à dire des vérités crues. A lui, le Bénin doit aujourd'hui des réformes dans les représentations diplomatiques et consulaires.

Après cinq ans de gestion, le président Patrice Talon a touché à tout. Il a réussi partout où ses prédécesseurs ont échoué. De la question des chefs lieux de départements, à la libération des espaces publics en passant par le délestage, les défis sécuritaires, la lutte contre la corruption, les réformes administratives, la fronde sociale, la croisade contre les faux médicaments, la production record du coton, la lutte contre l'essence frelatée, le projet asphaltage, le rayonnement de la diplomatie béninoise, etc, l'homme a laissé des empreintes indélébiles. De quoi lui renouveler la confiance. Le peuple béninois l'a compris en lui accordant son suffrage à hauteur de plus de 89 pourcent à l'issue de l'élection présidentielle du 11 avril dernier. Encore cinq ans pour parfaire l'œuvre entamée depuis avril 2016 et révéler davantage le Bénin. Ce n'est qu'une question de temps.

EXCLUSIVITÉ : TRANSFERT DE CARTE À CARTE

Transférez des fonds de n'importe quelle carte VISA BESTCASH/UBA dans le monde vers les cartes VISA BESTCASH/UBA

BESTCASH MITON

Limite de rechargement : 200 000 FCFA
Plafond de retrait journalier : 100 000 FCFA
Plafond d'achat et de retrait mensuel : 200 000 FCFA
Prix d'acquisition : 1 500 FCFA
Couverture réseau visa : Bénin & International



BESTCASH EWLIZO

Limite de rechargement : 1 000 000 FCFA
Plafond de retrait journalier : 600 000 FCFA
Plafond d'achat et de retrait mensuel : 5 000 000 FCFA
Prix d'acquisition : 3 000 FCFA
Couverture réseau visa : Bénin & International



BESTCASH AGBONNON

Limite de rechargement : 2 000 000 FCFA
Plafond de retrait journalier : 900 000 FCFA
Plafond d'achat et de retrait mensuel : 10 000 000 FCFA
Prix d'acquisition : 5 000 FCFA
Couverture réseau visa : Bénin & International



BESTCASH®
Les cartes VISA prépayées

Les cartes **BESTCASH** sont des cartes Visa prépayées rechargeables par dépôts d'espèces ou par virement dans les agences BESTCASH-UBA / Monnaie électronique.
SANS COMPTE BANCAIRE - SANS ENGAGEMENT - SANS FRAIS CACHÉS
Utilisables sur 1,6 millions de GAB et 24 millions de TPE dans le monde; GAB & TPE 24h/7



(+229) 60 60 88 20 / 61 31 91 61



www.bestcash.me



info@bestcash.me



BESTCASH, c'est simple, rapide, moins cher et disponible en moins de **5 min** !
Avec plus de 1000 points de vente, **BESTCASH** se rapproche de vous !



Contactez-nous, nous vous orienterons vers le point de vente le plus proche.



BESTCASH®
Les cartes VISA prépayées

UBA
United Bank for Africa

Savez-vous que les retraits sont totalement **gratuits** dans les guichets automatiques **UBA** ?



(+229) 60 60 88 20 / 61 31 91 61



www.bestcash.me



info@bestcash.me

Avec votre carte **BESTCASH**, achetez de crédit de communication sur tous les réseaux...

UBA
United Bank for Africa



... sur **MTN**, **Moov Africa**, **Orange** ou autres réseaux et à l'international.



UBA
United Bank for Africa

BESTCASH zéro tracas !
ASSIS dans votre salon, faites vos courses et votre shopping **EN LIGNE** !



BESTCASH®
Les cartes VISA prépayées



(+229) 60 60 88 20 / 61 31 91 61



www.bestcash.me



info@bestcash.me

Fourniture et accès à l'eau potable

Problématique de l'accessibilité à l'eau potable et état des lieux en eau potable sur le territoire national. C'est à cette équation à plusieurs inconnus que le gouvernement béninois, à sa tête, le président Patrice Talon, a résolu en un temps record, souscrivant ainsi à une démarche de reddition de compte, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National pour l'Accès Universel à Eau Potable en Milieu Rural défini dans le plan stratégique des Objectifs de Développement Durable (ODD).

A portrait of a middle-aged Black man with a goatee and glasses, wearing a dark suit, white shirt, and patterned tie. He is looking slightly to the left of the camera. The background is a solid light blue color.

Le Bénin surclasse les ODD

L'accès à l'eau potable reste et demeure un gros défi pour les nations. Conscient de l'enjeu et son caractère hautement social, le gouvernement du président Patrice Talon s'y est mis à l'œuvre. Le bilan aujourd'hui force l'admiration. Il se fait aujourd'hui l'heureux constat que l'accès à l'eau est une réalité évidente. Aucune localité n'est épargnée, tant de gros moyens financiers ont été déployés pour la cause. Conformément aux engagements pris et consignés dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG), le président Patrice Talon a su apporter ce liquide précieux à tous les Béninois.

En effet, depuis 2016, l'une des priorités du PAG était de promouvoir le sous-secteur eau et donc l'accès à l'eau potable sur tout le territoire national, même dans les hameaux les plus reculés. A l'heure de l'évaluation, le bilan est élogieux. Les populations autrefois défavorisées s'en félicitent et en témoignent. Cela parce que le gouvernement a su adapter les approches tant en politique qu'en pratique, afin d'aborder les causes de l'exclusion et des inégalités. Avec les chantiers entrepris, plus de la moitié des Béninois ont réellement accès à l'eau potable. Plusieurs communes ont vu leurs réseaux renforcés, améliorant ainsi leur desserte des travaux d'extension. Des réseaux se poursuivent dans d'autres pour apporter des réponses idoines au problème de l'eau. Une prouesse jamais réalisée au Bénin en si peu de temps en matière de politiques publiques d'accès à l'eau potable. Les ingénieurs travaillent inlassablement pour que les travaux qui prendront fin courant l'année 2022 puissent permettre à tous les Béninois d'avoir accès au précieux liquide vital.

Programme «Eau pour tous

à l'horizon 2021

Le travail qui a été fait par le gouvernement dans le secteur de l'eau depuis avril 2016 augure d'un lendemain meilleur pour les populations en matière d'accès et d'approvisionnement en eau potable. Pour évaluer l'impact positif sur le quotidien des populations, il est important de jeter un coup d'œil dans le passé en ce qui concerne le taux d'accès à l'eau potable avant avril 2016. La concrétisation des réformes courageuses entreprises, avec pour maître d'ouvrage, la Société nationale des eaux du Bénin (Soneb), à sa tête, le jeune technocrate, Camille Dansou et le leadership éclairé du ministre de tutelle, Samou Adambi, traduit l'expression d'un rêve à la réalité. La population béninoise est fière de la qualité et de la quantité du liquide précieux qui donne la vie. En effet, en 2016 le taux de couverture en eau potable en milieu urbain était en réalité à 55% au lieu de 89% tel que présenté par le régime défunt. Ainsi, après une évaluation rationnelle de l'effort qui restait à fournir dans ce secteur aussi vital qu'indispensable pour la survie de l'homme, le gouvernement a attaqué par la commune de Djougou dont les travaux ont été réceptionnés en 2018. Après Djougou, cap fut mis sur la Cité des Kobourous pour une extension du précieux liquide sur environ 300 km. Une première phase desdits travaux a été réceptionnée pour le grand bonheur de la population de Parakou. Une seconde phase est en cours et couvrira l'entièreté de la ville et ses environs pour 600 km. Dans les collines, plus précisément dans les communes de Glazoué, Dassa-zounmé et Savalou, les populations sont à l'abri des angoisses liées à la pénurie d'eau potable qui caractérise cette partie du pays avec le ballet des bidons jaunes. Il faut préciser qu'en plus des efforts fournis pour servir la population des collines en eau

potable, le gouvernement est allé au-delà des attentes de celle-ci en la dotant de deux grands barrages dont le premier, situé à Ayédjoko est en cours de construction. Le second est prévu à Lifo avec une capacité de 12 millions de m³ d'eau pour servir Savalou en cas de problème de pénurie. Au terme des travaux, la population aura 14 millions de m³ en permanence, ce qui permettra au gouvernement de sortir une zone aussi difficile d'accès en eau potable de son calvaire endémique qu'on lui reconnaît en matière d'eau potable. Le Zou n'a pas fait exception à cet engagement messianique du gouvernement qu'est cet ambitieux programme de l'eau potable pour tous à l'horizon 2021. Tout le plateau d'Abomey est impacté à travers les différentes stations de pompage et de traitement ainsi que les châteaux de bâches qui sont alimentés depuis Zogbodomey avec plus de 3700 m³ d'eau à l'heure; ce qui est largement au-dessus des besoins actuels de la population de cette contrée.

Abomey Calavi est également touché par ledit programme. À Zinvié, la station de pompage et de traitement est déjà en activité. Des travaux d'extension sur 30 km sont en cours pour impacter toute la commune.

Porto Novo, Sèmè kpodji et Ouidah seront également desservis à travers le renforcement de la mobilisation de la ressource en eau qui est en cours dans ces différentes localités du pays. Des extensions suivront et le problème de la disponibilité permanente de l'eau potable dans ces zones sera totalement réglé.

À Cotonou, les populations souffrent d'un problème de raccordement pour faute d'investissements adéquats face à la croissance démographique galopante que connaît la capitale économique depuis près de 20 ans. Mais avec le gouvernement actuel, tout est mis en place pour que les populations des zones périphériques comme Akpakpa et Fi-

djrossè qui peinent à trouver l'eau à plein temps puissent avoir de l'eau potable en permanence. Les études dans ce sens sont pilotées par le cabinet Merlin et la Banque Européenne d'investissements et sont en cours d'achèvement pour une maîtrise rationnelle du besoin réel de Cotonou en eau potable. Rappelons que les travaux ont déjà commencé depuis février 2021. Ainsi, Akpakpa bénéficiera d'un château d'eau, Godomey abritera un autre château d'eau et une bâche pour servir de relais en cas de coupure et de baisse de débit que connaît quotidiennement Cotonou. En plus, pour optimiser l'alimentation de la ville capitale en eau potable, il est prévu un autre vaste chantier à Ouedo, dans la commune d'Abome-Cavavi pour une quantité d'au moins 200 000 m³ dépassant largement les 110 000 m³ de besoins journaliers exprimés par les populations de cette ville.

Les zones rurales sont également touchées par le programme Eau pour tous à l'horizon 2021. Une vaste campagne couvrant presque la moitié du pays a été lancée pour mobiliser la ressource en eau. Les travaux sont en cours et d'autres viennent encore d'être lancés et permettront in fine de relier plusieurs villages avec un seul système d'approvisionnement en eau potable mul-villages contrairement au système des AEV qui ont prouvé leur limite. Toutefois, il faut préciser que ces AEV ont été réhabilitées pour optimiser l'extension dans les zones rurales. Une deuxième phase est en cours pour couvrir tout le pays avec la campagne de forage dans plusieurs arrondissements, notamment à Banon dans la commune de Banté.

En termes d'incidence financière, la population peut être fière de son gouvernement. Désormais, celle-ci déboursera la modique somme de 20 000 FCFA sur les 50 000 FCFA dont le reste est échelonné sur 6 mois, pour bénéficier du raccor-

dement au lieu de 120 000 FCFA avec la corruption qui l'entourait auparavant. Et dans les 72 heures qui suivent la demande, le requérant est satisfait par la société en charge du raccordement dans les localités concernées.

En milieu urbain comme en milieu rural, les populations paieront moins cher le m³ d'eau que le tarif pratiqué jusque-là. Et ce n'est pas fini. Le gouvernement compte aller plus loin dans sa politique de rendre l'eau accessible à tous les ménages du Bénin. Pour ce faire, il a lancé un autre programme aussi vaste que pharaonique afin de construire 11 nouveaux barrages sur le fleuve Ouémé pour la mobilisation de 3 milliards de m³ d'eau qui se déversent sur Cotonou en l'inondant chaque année. Ainsi, à la fin des travaux, le Bénin sera doté de 3 barrages hydroélectriques à Dogobis, Vossa et Bétérou. Le reste est prévu pour renforcer les 16 autres en cours de réhabilitation pour permettre de contenir le pâturage et régler de façon durable les

problèmes liés à la transhumance dans le secteur de l'élevage des gros ruminants aux conséquences désastreuses que nul n'ignore. Tous ces travaux évoqués ci-dessus sont prévus pour être achevés avant le 31 décembre 2021. Il faut rappeler que tout cet arsenal hydraulique est déployé dans l'intention de répondre à toutes les questions liées à l'eau sur 50 ans.

Face à ce bilan élogieux et inédit, les lauriers à l'endroit du chef de l'État et son gouvernement se font partie fréquents. D'ailleurs, le Rapport semestriel Janvier-Juin 2021 de suivi du patrimoine et de performance du service de l'eau montre, à plus d'un titre, le bond qualitatif fait par le Bénin en matière d'accès et de fourniture de l'eau potable aux populations. Ce rapport permet d'avoir une visibilité sur le niveau d'avancement des différents chantiers ouverts pour un accès équitable à l'eau potable et à coût réduit. Ce qui laisse conclure que Patrice Talon est un grand bâtisseur.



尼贝原油外输管道工程（贝宁段）正式开工仪式
Cérémonie de lancement officiel des travaux du pipeline d'Exportation
Niger-Bénin (Section du Bénin)
Sèmè, le 20 mai 2021



Pipeline Export Niger-Bénin

L'accord du siècle

Les relations séculaires et de bon voisinage entre le Bénin et le Niger a été matérialisé par le lancement officiel, le jeudi 20 mai 2021 dans la commune de Sèmè-Podji, de la construction du Pipeline Export Niger-Bénin (PENB). Vaste projet qui vise à faire écouler le pétrole nigérien par le Bénin. C'est un investissement osé et courageux. En donnant son accord pour de principe pour la réalisation d'un projet d'envergure, le gouvernement béninois entend maximiser ses chances en matière de commerce international. Financés à hauteur de 608 milliards de francs CFA, soit 1,3 milliard \$ côté Bénin par la West Africa Oil Pipeline Bénin Company (WAPCO-BÉNIN), les travaux de cette gigantesque infrastructure, fruit du partenariat fructueux entre les deux pays, vont permettre d'acheminer le pétrole brut du champ pétrolier d'Agadem au Niger jusqu'au site de la station terminale de Sèmè-Podji, la plus importante de toutes les sta-

tions du projet. Le délai d'exécution des travaux devront durer 24 mois. Pour la partie béninoise, le lancement de ce projet sous-régional constitue le point de départ d'une autre phase toute aussi importante qui est celle de la construction du système de transport sur le territoire béninois. Celui-ci formera avec le système de transport nigérien, un

système de pipeline intégré du Niger au Bénin. Selon les sources gouvernementales, le choix en faveur de l'axe Niger-Bénin pour rejoindre la côte Atlantique en vue de l'exportation du pétrole nigérien, s'est imposé comme la meilleure des options. Et cela, en raison des relations séculaires, fraternelles et fruc-

Panorama de la Station initiale à Koulélé du projet de pipeline d'Exportation Niger-Bénin



尼贝原油外输管道工程Koulele首站效果图



tueuses entre notre pays le Bénin, la République sœur du Niger et les partenaires historiques chinois. Ces relations se sont renforcées et consolidées au fil du temps et ce projet en est un bel exemple. D'une longueur d'environ 1980 kilomètres dont 675 sur le territoire béninois, le pipeline d'exportation

Niger-Bénin qui va traverser cinq départements (l'Ouémé, le Plateau, les Collines, le Borgou et l'Alibori), 17 communes et 141 villages, sera composé d'une station terminale à Sèmè-Podji, de deux stations de pompage à Gogounou et à Tchatchou (Commune de Tchaourou), et d'un terminal d'exportation

en haute mer. Il va générer près de 3000 emplois lors de la phase de construction et environ 300 emplois permanents dans le cadre de son exploitation.

Par ailleurs, le projet, à terme, va doper la capacité d'exportation pétrolière nigérienne et permettre d'évacuer vers le marché international, le pétrole brut aussi bien du Niger et probablement d'autres pays. C'est une opportunité pour le Bénin et le Niger de connaître un développement socio-économique considérable. La réalisation de ce projet insufflera une nouvelle dynamique pour le développement économique et industriel du Bénin en général et le développement des communes traversées en particulier. En attendant que les recherches révèlent la présence du pétrole dans le sous sol béninois, le Bénin veut jouer un rôle de premier plan dans le circuit de transport et de distribution de l'or noir et, dans une certaine mesure, son exploitation avec de grandes compagnies ou firmes. Ce qui est bien possible avec sa position géographique ouvert sur l'océan et faisant de lui, un débouché naturel pour les pays enclavés de l'arrière-pays et notamment le Niger.



Promotion du sport au Bénin

Le Bénin amorce une nouvelle pente de la professionnalisation de son football. La création des sociétés sportives décidée par le gouvernement béninois a sans doute eu le mérite de sortir le sport roi de son amateurisme et l'improvisation devenues les choses les mieux partagées. Mais à quoi remonte le concept ? C'est au détour d'une rencontre à Cotonou avec les responsables des sociétés et chefs d'entreprises que le ministre des sports, Oswald Homeky a disséqué ce vaste programme des réformes relatives aux sociétés sportives. Celui qui détient tous les records possibles en matière de politique sportive présente un dernier bijou qui fait progressivement tâche d'huile dans l'histoire du football. L'état des lieux avant l'avènement de la rupture n'est guère reluisant. Mais aujourd'hui avec les quelques réformes opérées, l'espoir est permis. Déjà on note une volonté politique affichée dans le but d'inverser la tendance. Ce qui, de l'avis du ministre, est une bonne nouvelle. L'organisation du sport de masse avec la détection, la formation et la promotion sont des jalons qui marquent véritablement une transition du football en particulier et le sport en général. L'institution de classes et associations sportives communales, la Construction et la rénovation d'infrastructures sportives nationales (Mathieu Kérékou ; René Pleven-Charles de Gaulles, la construction des 22 stades communaux et 6 académies, la mise en place d'un dispositif de financement du sport par le secteur privé sont autant d'actions menées dans la perspective d'asseoir une véritable industrie du football. A toutes ces dispositions, il faut aussi ajouter les mesures incitatives de défiscalisation des salaires investissements sportifs (la loi des finances), l'instauration d'une taxe de 1 pour mille du chiffre d'affaires annuel hors toute taxe des entreprises exerçant au Bénin avec exemption des entreprises propriétaires ou copropriétaires de clubs et enfin, l'extension du bénéfice de la taxe aux fédérations et institution dans le Code Général des Impôts en République du Bénin. Même s'il y a de nombreux questionnements à résoudre après ces différents jalons



Le grand renouveau

(Pari gagné par Oswald Homéky)

qui ont été posés, les sociétés sportives viennent complètement déblayer le terrain en levant les doutes et inquiétudes qui prennent en otage le championnat professionnel de football. Une vision décrite en trois modèles à savoir : Entreprise unipersonnelle sportive à responsabilité limitée, Société anonyme à objet sportif, Société anonyme sportive professionnelle. Le ministre Oswald Homeky a expliqué, avec forte détail, le contenu de chaque type de modèle et les attentes. Une autre bonne nouvelle, l'Etat béninois ne restera pas en retrait vis-à-vis de cette noble initiative. Le gouvernement béninois entend

œuvrer à la mise à disposition des infrastructures avec possibilité d'affectation assortie d'un contrat d'entretien, la mise en place d'une unité d'appui de conduite des projets sportifs (Pool d'experts et Directeurs sportifs dédiés), la mise en place de l'unité de production et de diffusions des matchs des différents championnats aux standards internationaux, fortes récompenses et accompagnement des meilleurs clubs en fin de chaque saison sportive et au renforcement et subventions aux fédérations. Toute chose qui révolutionne le football béninois qui fait désormais forte sensation.

Toute Nouvelle Sorento

Chaque facette de votre vie.



Movement that inspires



Rendez-vous sur le site

Kiabenin.com



POUR UNE CONDUITE **SANS COMPROMIS**

Avec des sièges élégants pour six ou sept personnes, l'intérieur du Sorento offre un haut niveau de luxe pratique, y compris des sièges avant chauffants et ventilés, et des appuis-tête, des porte-gobelets et des ports USB dans les trois rangées. La climatisation automatique bi-zone contribue au confort de tous.



UN TOUT **NOUVEAU STANDARD**

Être conducteur n'est plus ce que c'était. La technologie moderne signifie qu'il existe désormais une quantité infinie d'informations, donc la priorité est devenue primordiale. Le Sorento vous entoure d'une présentation simple des seules données cruciales, tout en limitant au maximum les distractions. Sa simplicité vous accompagnera dès le début.



NOUVEAU LOOK AUDACIEUX ET TELLEMENT PRATIQUE





Projet Marina-Porte du non-retour

Pour booster le tourisme

Le gouvernement du Bénin développe depuis 2016 un vaste programme de promotion touristique et culturelle à travers le Bénin révélé.

Au nombre de ceux-ci, figure la valorisation de la cité historique de

Ouidah à travers plusieurs projets dont la conception et le développement du Complexe hôtelier de la Marina près de la Porte du non-retour à Djègbadji. La réalisation de cette infrastructure contribuera à développer l'offre touristique du Bé-

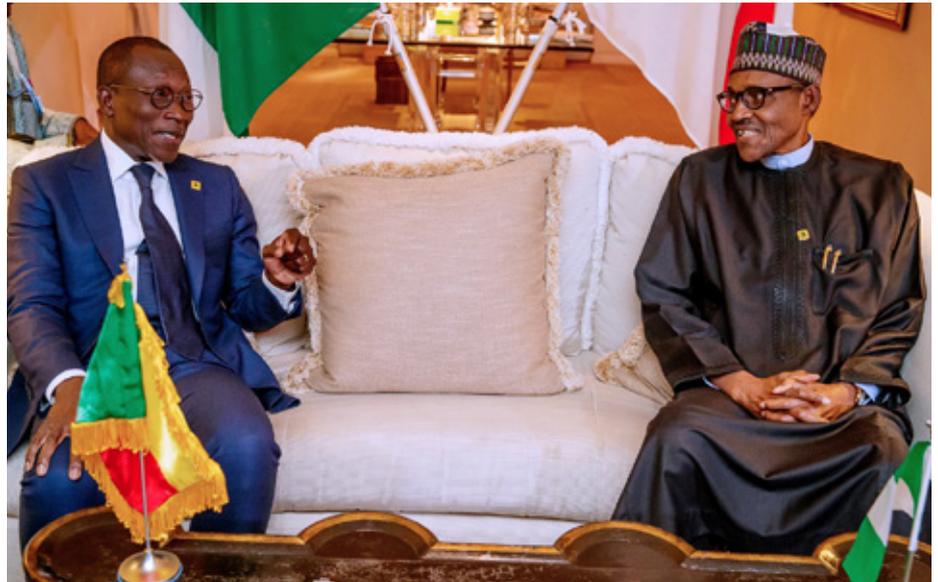
nin en général et celle de la ville de Ouidah en particulier. Le complexe comprend notamment : une arène vodun pour la fête des religions endogènes et diverses manifestations culturelles; deux parking de plus de 350 places; des jardins du souvenir; l'esplanade touristique avec restaurants, bars et sites de divertissement; la reconstitution historique d'un bateau négrier; une zone hôtelière d'environ 130 chambres; un village artisanal, Zomachi ; l'annexe de l'office du tourisme; la promenade flottante sur la lagune et un jardin de recueillement. Les travaux ont démarré depuis le 20 juillet 2020 par l'installation de la base vie. Ils devront durer 24 mois. Ce joyau culturel et touristique, s'il venait à voir le jour, donnera plus de visibilité au Bénin. Avec le projet Route des pêches en phase très avancé, le Bénin deviendra un grand carrefour culturel et touristique. La construction d'un musée historique ne viendra que corroborer les efforts du gouvernement dans sa volonté de révéler culturellement le Bénin.



Capacité de résilience à la fermeture des frontières nigérianes

Une belle leçon de résistance du Bénin au monde entier

Le Nigéria est grand, le Bénin aussi n'est pas petit. Cela, on l'a remarqué aux heures chaudes de la petite querelle diplomatique entre les deux pays. En effet, les relations séculaires de bon voisinage entre la République du Bénin et l'État fédéral du Nigeria ont été marquées par un climat froid provoqué par la fermeture unilatérale des frontières par le géant de l'est, le vendredi 20 août 2019. Plus d'un an passé, le Bénin a résisté à ce blocus en matière de libre circulation des personnes et des biens. La thèse répandue au sein de l'opinion publique et faisant état de ce que sans le Nigeria, le Bénin ne pourra pas relever les gros défis de développement avait perdu tout son sens. Et pour cause, pendant tout ce long temps, le président Patrice Talon a tenu bon. Preuve que, à quelque chose, malheur est bon. La communauté internationale



a découvert une nation dont on conditionnait son développement à un autre pays frontalier. Mais les faits ont démenti cette assertion. Le Bénin était sorti très grandi de la fermeture des frontières nigérianes. Après plus de 12 mois, le pays de Glèlè, de Ghézo, de Bêhanzin, d'Akaba, etc a surmonté les épreuves des défis économiques, sans jamais s'appuyer sur le géant voisin de l'est. C'est comme si le Nigeria, première puissance économique

du continent, n'avait jamais existé. Cette fermeture des frontières apparaît aux yeux du Bénin comme un non-événement. Le pays a vu renforcer ses performances dans pratiquement tous les domaines. Peut-on encore parler du Bénin comme étant un petit pays aux côtés du Nigeria ? Cette vue de perception est révolue. Le géant de l'est s'est finalement rendu compte que son économie dépend en grande partie du Bénin. Dès lors, il fallait revoir la copie. La décision de réouverture des frontières voulue et négociée par les autorités nigérianes révèle une autre face du génie béninois qui, à chaque épreuve, triomphe toujours de l'adversité. La méthode Talon doit absolument faire cas d'école.





The Italian food experience

A stylized graphic of the words 'Ice Cream' in a white, cursive font, set against a blue, cloud-like background with pink and red decorative elements.



WWW.CIGUSTA.COM

BRANCH 1: Cotonou, Avenue Saint Michel, à côté de la «Pharmacie Camp Guézo»

BRANCH 2: Cotonou, Route de l'aéroport, 100m après «Bruxelles Airlines»

Ci Gusta Benin Ci_Gusta benin

T. +229 97 79 00 00 / 62 57 05 05 +229 96 39 01 01